



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTRE DES FINANCES
ET DU BUDGET

Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

SENEGAL 2018



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Ministère des Finances et du Budget
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

SENEGAL

AVANT-PROPOS

Le présent document retrace les statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Sénégal pour l'année 2018. La balance des paiements est un état statistique où sont résumées, sous une forme comptable et pour une période donnée, toutes les opérations d'une économie avec le reste du monde et plus précisément, toutes les transactions entre les résidents et les non-résidents d'une économie.

Les résidents d'un pays se définissent comme des entités institutionnelles ayant leur centre d'intérêt prédominant sur le territoire économique de ce pays, c'est-à-dire y possédant soit un domicile, soit un lieu de production ou des locaux à autre usage, où ils exercent leurs activités économiques. Ils se distinguent en administrations publiques centrales et locales, particuliers vivant dans le pays ou y séjournant depuis plus d'un an, entreprises installées dans le pays y compris les filiales et succursales d'entreprises étrangères. Les non-résidents ont en revanche leur pôle d'intérêt économique à l'étranger. Par convention, les représentations et personnels diplomatiques, les étudiants hors de leur pays, ainsi que les bases et troupes militaires en stationnement à l'étranger sont considérés comme résidents de leur pays d'origine et non de leur pays d'accueil.

La référence à une période donnée indique que la balance des paiements enregistre des flux et non des stocks. Les données sur les stocks sont recensées dans la position extérieure globale (PEG). Les flux ou transactions sont des échanges qui portent sur des biens, des services et des revenus (ressources réelles). Ils peuvent faire naître des créances ou des engagements financiers par rapport au reste du monde (opérations financières) ou être sans contrepartie (transferts courants et en capital).

Dans le présent document, la monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire.

SOMMAIRE	Page
Sommaire.....	i
Liste des Sigles et Acronymes.....	ii
Liste des tableaux.....	iii
Liste des encadrés.....	iv
Liste des graphiques	v
Evolution récente de la Balance des Paiements	vi
Balance des Paiements (Optique BCEAO).....	vii
Balance des Paiements (Résumée).....	viii
Position Extérieure Globale Nette.....	ix
Résumé.....	x
INTRODUCTION	1
I - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	5
I.1 – Balance commerciale.....	6
1-1-1 – Exportations de biens.....	7
1-1-2 – Importations de biens	12
I.2 - Balance des services.....	18
1-2-1 – Transports.....	18
1-2-2 – Voyages.....	18
1-2-3 – Autres services.....	19
I.3 - Compte de revenu primaire.....	19
I.4 - Compte de revenu secondaire.....	20
II - COMPTE DE CAPITAL.....	21
III - COMPTE FINANCIER.....	22
IV - CAPITAUX MONETAIRES.....	22
IV.1 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	22
IV.2 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	23
V - POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	23
CONCLUSION	25
ANNEXES.....	26

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

- AEN** : Avoirs Extérieurs Nets
- ANSD** : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
- BCEAO** : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- BCE** : Banque Centrale Européenne
- BOE** : Banque of England
- BOJ** : Banque of Japan
- BRVM** : Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
- CAF** : Coût, assurance et fret
- CEDEAO** : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- DCFE** : Direction de la Coopération et des Financements Extérieurs
- DGPPE** : Direction Générale de la Planification et des Politiques Economiques
- DTS** : Droits de Tirages Spéciaux
- FCFA** : Franc de la Communauté Financière Africaine
- FED** : Fonds Européen de Développement
- FMI** : Fonds Monétaire International
- FOB** : Free on bord (valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport et d'assurance)
- ICS** : Industries Chimiques du Sénégal
- IDE** : Investissements Directs Etrangers
- IHPC** : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
- MEFP** : Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan
- PED** : Pays Emergents et en Développement
- PEG** : Position Extérieure Globale
- PEGN** : Position Extérieure Globale Nette
- PIB** : Produit Intérieur Brut
- PSE** : Programme Sénégal Emergent
- UEMOA** : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.	Evolution du compte des transactions courantes.....	5
Tableau 2.	Compte de biens.....	7
Tableau 3.	Orientation géographique des exportations de marchandises générales.....	8
Tableau 4.	Exportations de marchandises générales par principaux produits.....	9
Tableau 5.	Exportations de marchandises générales ajustées.....	11
Tableau 6.	Orientation géographique des importations.....	13
Tableau 7.	Evolution des importations de marchandises générales.....	13
Tableau 8.	Evolution des importations de marchandises générales ajustées.....	15
Tableau 9.	Evolution des principaux soldes de la balance des services.....	18
Tableau 10.	Evolution des transports.....	18
Tableau 11.	Evolution du poste voyages.....	19
Tableau 12.	Evolution des autres services.....	19
Tableau 13.	Evolution des soldes du compte de revenu primaire.....	19
Tableau 14.	Evolution des revenus secondaires.....	20
Tableau 15.	Evolution du compte de capital.....	21
Tableau 16.	Evolution du compte financier.....	22
Tableau 17.	Variation des avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	23
Tableau 18.	Evolution du stock des avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	23
Tableau 19.	Position Extérieure Globale par zone.....	24

LISTE DES ENCADRES

Encadré A : Structure des échanges de biens et contribution par groupe de produits.....	16
Encadré B : Ajustement des données du Commerce.....	17

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.	Croissance dans le monde.....	1
Graphique 2.	Evolution des indices des prix des matières premières.....	4
Graphique 3.	Evolution du compte courant.....	5
Graphique 4.	Evolution de la balance commerciale.....	6
Graphique 5.	Orientation géographique du solde des échanges de biens	6
Graphique 6.	Volume des exportations de produits arachidières.....	9
Graphique 7.	Volume des exportations de produits horticoles.....	10
Graphique 8.	Volume des exportations de produits halieutiques.....	10
Graphique 9.	Volume des exportations d'or non monétaire, de zircon et de titane.....	10
Graphique 10.	Volume des exportations de produits chimiques.....	12
Graphique 11.	Evolution des exportations de produits pétroliers.....	12
Graphique 12.	Importations de produits pétroliers.....	14
Graphique 13.	Importations de produits alimentaires.....	14
Graphique 14.	Importations de biens d'équipement.....	14
Graphique 15.	Evolution des transferts.....	20
Graphique 16.	Répartition des dons projets par bailleur et par secteur bénéficiaire.....	21
Graphique 17.	Evolution de la PEGN.....	24

Evolutions récentes de la balance des paiements (en milliards de FCFA)

	Poste	2013	2014	2015	2016	2017	2018
1	Compte des transactions courantes	-765,5	-665,9	-558,7	-472,5	-887,2	-1 230,4
1.A	Biens et services	-1 526,9	-1 448,8	-1 342,9	-1 237,5	-1 688,4	-2 040,2
1.A.a	Biens	-1 471,0	-1 383,2	-1 274,4	-1 164,7	-1 569,0	-1 886,4
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	-1 660,8	-1 566,0	-1 443,6	-1 382,1	-1 816,9	-2 239,0
1.A.a.1.1	<i>Dont réexportations</i>	2,4	3,5	3,7	4,9	5,2	5,5
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	0,1	0,5	1,2	1,6	2,0	2,6
1.A.a.3	Or non monétaire	189,7	182,3	168,0	215,8	245,9	350,0
1.A.b	Services	-55,9	-65,6	-68,5	-72,8	-119,4	-153,7
1.A.b.3	Transport	-321,6	-319,3	-340,6	-328,2	-390,4	-429,8
1.A.b.3.0	<i>dont Fret</i>	-295,9	-293,7	-301,6	-287,9	-345,7	-387,9
1.A.b.4	Voyages	142,8	135,8	139,0	144,1	154,2	181,0
1.A.b.4.0	<i>Autres services</i>	123,0	117,9	133,1	111,3	116,8	95,0
1.B	Revenu primaire	-159,5	-186,5	-231,5	-295,4	-341,0	-333,8
1.B.1	Rémunération des salariés	51,0	51,2	54,0	55,8	59,2	60,0
1.B.2	Revenus des investissements	-216,2	-242,6	-290,3	-356,1	-405,2	-401,3
1.C	Revenu secondaire	920,9	969,4	1 015,8	1 060,4	1 142,2	1 143,5
1.C.1	Administrations Publiques	42,5	83,6	52,0	31,2	45,3	34,7
1.C.1.4	Coopération internationale courante	12,6	36,3	26,9	27,0	38,5	28,7
1.C.2	Autres secteurs	878,4	885,9	963,8	1 029,2	1 096,9	1 108,8
1.C.2.1.1	<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	688,5	754,2	824,2	887,7	950,9	959,6
2	Compte capital	181,5	216,1	202,7	214,8	223,6	244,7
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	-1,5	-5,2	-1,6	-2,7	-2,1	-3,0
2.2	Transferts en capital	183,0	221,3	204,3	217,5	225,8	247,8
2.2.1	Administration Publique	175,8	213,2	196,2	208,4	217,0	237,0
2.2.2	Autres secteurs	7,3	8,1	8,1	9,0	8,8	10,8
3	Compte financier	-551,8	-663,1	-511,9	-303,7	-775,9	-1 508,1
3.1	Investissements directs	-137,3	-185,5	-223,4	-147,3	-293,7	-441,6
3.2	Investissements de portefeuille	5,3	-257,0	-188,2	76,5	-524,7	-858,9
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	-419,8	-220,6	-100,2	-232,9	42,6	-207,6
4	Erreurs et omissions	5,6	4,7	4,6	3,5	4,3	4,8
5	Solde global	-26,5	217,9	160,5	49,5	116,6	524,5
	Ecart d'évaluation	-100,1	49,9	115,4	0,7	8,9	2,7
6	Avoirs et engagements	126,6	-267,8	-275,9	-50,2	-125,6	-527,2
6.1	Banque centrale	67,9	-163,6	-94,5	210,8	-51,0	-382,1
6.2	Autres institutions de dépôts	58,7	-104,2	-181,4	-261,0	-74,6	-145,1

Source : BCEAO

Balance des paiements (Optique BCEAO)(en milliards de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	4 713,1	5 943,5	-1 230,4
1.A	Biens et services	2 936,7	4 976,9	-2 040,2
1.A.a	Biens	2 147,4	4 033,8	-1 886,4
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	1 794,0	4 033,0	-2 239,0
1.A.a.1.1	Dont réexportations	5,5	0,0	5,5
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	2,6	0,0	2,6
1.A.a.3	Or non monétaire	350,8	0,8	350,0
1.A.b	Services	789,3	943,0	-153,7
1.A.b.3	Transport	89,9	519,6	-429,8
1.A.b.3.0	<i>dont Fret</i>	37,7	425,6	-387,9
1.A.b.4	Voyages	275,7	94,7	181,0
1.A.b.4.0	Autres services	423,7	328,7	95,0
1.B	Revenu primaire	246,7	580,4	-333,8
1.B.1	Rémunération des salariés	76,8	16,7	60,0
1.B.2	Revenus des investissements	162,2	563,5	-401,3
1.C	Revenu secondaire	1 529,7	386,2	1 143,5
1.C.1	Administrations Publiques	55,9	21,2	34,7
1.C.1.4	Coopération internationale courante	39,0	10,3	28,7
1.C.2	Autres secteurs	1 473,8	365,0	1 108,8
1.C.2.1.1	<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	1 271,6	311,9	959,6
2	Compte capital	249,7	5,0	244,7
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	0,0	3,0	-3,0
2.2	Transferts en capital	249,7	2,0	247,8
2.2.1	Administration Publique	237,0	0,0	237,0
2.2.2	Autres secteurs	12,8	2,0	10,8
	Poste	Acquisitions nettes d'actifs	Accroissements nets de passifs	Accroissements nets de passifs
3	Compte financier	437,7	1 945,8	-1 508,1
3.1	Investissements directs	29,3	470,9	-441,6
3.2	Investissements de portefeuille	19,3	878,1	-858,9
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	389,1	596,7	-207,6
4	Erreurs et omissions	4,8	0,0	4,8
5	Solde global	590,4	66,0	524,5
6	Réévaluation	2,7	0,0	2,7
7	Avoirs et engagements	-593,1	-66,0	-527,2
7.1	Banque centrale	-382,6	-0,4	-382,1
7.2	Autres institutions de dépôts	-210,6	-65,5	-145,1

Source : BCEAO

Balance des paiements (Résumé)(en milliards de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	4 713,1	5 943,5	-1 230,4
1.A	Biens et services	2 936,7	4 976,9	-2 040,2
1.A.a	Biens	2 147,4	4 033,8	-1 886,4
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	1 794,0	4 033,0	-2 239,0
1.A.a.1.1	Dont réexportations	5,5	0,0	5,5
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	2,6	0,0	2,6
1.A.a.3	Or non monétaire	350,8	0,8	350,0
1.A.b	Services	789,3	943,0	-153,7
1.A.b.3	Transport	89,9	519,6	-429,8
1.A.b.3.0	Dont fret	37,7	425,6	-387,9
1.A.b.4	Voyages	275,7	94,7	181,0
1.A.b.4.0	Autres services	423,7	328,7	95,0
1.B	Revenu primaire	246,7	580,4	-333,8
1.B.1	Rémunération des salariés	76,8	16,7	60,0
1.B.2	Revenus des investissements	162,2	563,5	-401,3
1.C	Revenu secondaire	1 529,7	386,2	1 143,5
1.C.1	Administrations Publiques	55,9	21,2	34,7
1.C.1.4	Coopération internationale courante	39,0	10,3	28,7
1.C.2	Autres secteurs	1 473,8	365,0	1 108,8
1.C.2.1.1	Envois de fonds des travailleurs	1 271,6	311,9	959,6
2	Compte capital	249,7	5,0	244,7
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	0,0	3,0	-3,0
2.2	Transferts en capital	249,7	2,0	247,8
2.2.1	Administration Publique	237,0	0,0	237,0
2.2.2	Autres secteurs	12,8	2,0	10,8
	Poste	Acquisitions nettes d'actifs	Accroissements nets de passifs	Solde
3	Compte financier	1 030,8	2 011,8	-981,0
3.1	Investissements directs	29,3	470,9	-441,6
3.2	Investissements de portefeuille	180,7	938,8	-758,2
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	438,3	602,0	-163,7
3.5	Avoirs de réserve	382,6	0,0	382,6
4	Erreurs et omissions	4,8	0,0	4,8

Source : BCEAO

Position extérieure globale nette (en millions de FCFA)

	Poste	Année 2017	Autres flux	Année 2018
A	Stock d'actifs financiers	3 851,1	0,9	4 876,2
1	Investissements directs	409,6	0,0	432,4
2	Investissements de portefeuille	875,6	0,0	1 056,3
3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
4	Autres Investissements	1 531,5	0,0	1 969,7
4.1	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	411,0	0,0	375,6
4.3	Prêts	326,6	0,0	489,2
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,6	0,0	0,6
4.5	Crédits commerciaux	695,2	0,0	931,0
4.6	Autres compte à payer/ à recevoir	98,1	0,0	173,4
5	Avoirs de réserve	1 034,4	0,9	1 417,9
5.1	Or monétaire	0,0	0,0	0,0
5.2	Droits de tirages spéciaux	13,2	0,1	2,9
5.3	Position de réserve au FMI	20,6	0,8	39,0
5.4	Autres avoirs de réserve	1 000,6	0,0	1 375,9
B	Stock de passifs financiers	9 552,1	3,1	11 519,2
1	Investissements directs	2 195,8	0,0	2 619,0
2	Investissements de portefeuille	2 079,1	0,0	3 018,0
3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
4	Autres Investissements	5 277,2	3,1	5 882,2
4.1	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	556,9	0,0	443,8
4.3	Prêts	3 849,9	0,3	4 382,9
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0
4.5	Crédits commerciaux	297,5	0,0	471,3
4.6	Autres comptes à payer /à recevoir	452,3	0,0	460,9
4.7	Droits de tirages spéciaux	120,6	2,7	123,3
C	Position extérieure globale nette (A)-(B)	-5 701,0	-2,2	-6 643,0

Source : BCEAO

RESUME

1. La croissance économique mondiale s'est établie à 3,6% en 2018 contre 3,8% en 2017, reflétant les tensions commerciales entre les Etats-Unis et certains de leurs partenaires, le durcissement des conditions financières et les incertitudes sur le Brexit. Malgré une légère décélération en 2018, la croissance économique a été plus forte au niveau des économies émergentes et en développement (4,5% en 2018 contre 4,8% en 2017), en liaison avec la bonne tenue de l'activité en Chine et en Inde ainsi que le raffermissement de l'économie russe.
2. En Afrique subsaharienne, la croissance économique s'est améliorée de 0,2 point pour s'établir à 3,1%, contre 2,9% en 2017, en relation avec la reprise de l'activité au sein de la CEDEAO (3,2% contre 2,8%), tirée par le redressement de l'économie nigériane (1,9% contre 0,8%).
3. Dans la zone UEMOA, la croissance s'est stabilisée à 6,6% en 2018, sous l'effet de la bonne tenue du secteur agricole, des industries extractives et des services.
4. Au niveau national, l'activité économique est restée dynamique avec une progression du PIB réel de 6,7% en 2018, en relation avec les investissements publics programmés dans le PSE et les mesures prises par l'Etat pour améliorer l'environnement des affaires.
5. Pour sa part, la gestion budgétaire a été caractérisée par un creusement du déficit budgétaire de 0,7 point de PIB à 3,7%. Au plan des prix, un repli du taux d'inflation (0,5% contre 1,3%) a été observé.
6. S'agissant des comptes extérieurs, le déficit du compte courant, rapporté au PIB, s'est aggravé de 2,1 points par rapport à l'année 2017, en ressortant à 9,4% en 2018. Cette dégradation est en lien avec celle du solde de la balance des biens et services (-15,6% du PIB contre -13,9%).
7. Le déficit commercial (1.886,4 Mds) a continué à se détériorer sous l'effet d'une progression plus importante des importations (+16,0%) comparée à celle des exportations (+12,6%). La hausse des importations s'explique notamment, par la facture énergétique, qui s'est alourdie avec la remontée des cours du pétrole, et la demande de biens intermédiaires. Un léger repli a été relevé au titre des acquisitions de biens d'équipement.
8. La dynamique des exportations de biens a été imprimée par la bonne tenue de l'activité, notamment dans les secteurs aurifère, de la pêche et des industries chimiques. Il convient de souligner que l'or non monétaire s'adjuge 16,3% des exportations de biens. En 2018, le déficit commercial, rapporté au PIB, s'est accentué en passant de 12,9% en 2017 à 14,5% en 2018. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations s'est dégradé de 1,7 point de pourcentage à 53,2%.
9. La répartition géographique du solde des échanges de biens fait ressortir une dégradation du déficit commercial vis-à-vis des continents européen (+285,5 Mds) et asiatique (+85,4 Mds) et une contraction de 16,2% à 297,6 Mds de l'excédent commercial avec le continent africain.
10. Pour sa part, le solde de la balance des services s'est dégradé de 34,3 Mds, en rapport avec l'alourdissement du fret, induit par la progression des importations, l'accroissement des services spécialisés au profit des entreprises minières et pétrolières, ainsi que la baisse de l'excédent des services de communication. Le déficit a été atténué par une amélioration de l'excédent du poste voyages.
11. Le déficit du compte de revenu primaire s'est légèrement amélioré (2,6% du PIB contre 2,8%), en lien avec une baisse des sorties nettes au titre des revenus des investissements. Son profil reflète notamment les paiements d'intérêts de la dette publique extérieure qui représentent plus de 63,0% des revenus primaires nets.

12. Les flux nets du compte de revenu secondaire sont évalués à 1.143,5 Mds (+8,8%), tirés par les envois de fonds des travailleurs migrants. Les réceptions ont progressé de 8,3% à 1.271,6 Mds en 2018 et représentent 10,0% du PIB. En référence au motif économique, elles sont affectées aux dépenses courantes, une faible part (7,6%) étant destinée à l'investissement.
13. Pour sa part, l'excédent du compte de capital s'est renforcé de 9,4% à 244,7 Mds, en lien avec la hausse des transferts en capital en faveur des administrations publiques. Les subventions ont été destinées essentiellement au secteur de l'agriculture et de l'environnement (29,7%), à la santé et la nutrition (23,7%) et à l'énergie (20,0%).
14. Le besoin de financement est ressorti à 985,7 Mds, après 663,5 Mds un an auparavant. Il a été couvert par des entrées nettes de capitaux d'un montant global de 1.508,1 Mds, au titre des investissements de portefeuille (858,9 Mds), des investissements directs étrangers (441,6 Mds) et des autres investissements (207,6 Mds). La bonne tenue des IDE est liée, en partie, aux perspectives de l'exploitation du pétrole et du gaz ainsi que de nouvelles mines d'or, tandis que l'accroissement de passifs au titre des investissements de portefeuille s'explique par l'emprunt obligataire émis sur le marché financier international par l'Etat.
15. L'excédent du compte financier a permis de couvrir le déficit courant et d'améliorer les avoirs de réserve (au sens strict) à hauteur de 382,6 Mds. Evalué suivant l'optique des actifs extérieurs nets du système monétaire, le solde global de la balance des paiements affiche un excédent de 527,2 Mds contre 125,6 Mds en 2017. Il traduit une amélioration de la position extérieure de la Banque Centrale (382,1 Mds) ainsi que des actifs extérieurs nets (AEN) des autres institutions de dépôts (145,1 Mds).
16. En relation avec les flux de la balance des paiements, la Position Extérieure Globale Nette (PEGN) débitrice est ressortie à -6.643,0 Mds en 2018 (-50,9% du PIB) contre -5.701,0 Mds (-46,9%) en 2017, reflétant une augmentation de 942 Mds des engagements nets vis-à-vis des non-résidents. L'analyse de la structure géographique de la position extérieure globale nette fait ressortir une position créditrice vis-à-vis des autres pays de l'UEMOA (+634,6 Mds) et débitrice vis-à-vis de la Zone euro (-2.853,2 Mds) et des autres pays (-4.424,4 Mds). En particulier, le niveau des engagements vis-à-vis des autres pays (34,0% du PIB) s'explique essentiellement par les tirages au titre des prêts accordés par les partenaires au développement, les investissements de portefeuille, notamment les emprunts obligataires, ainsi que les crédits commerciaux.



INTRODUCTION

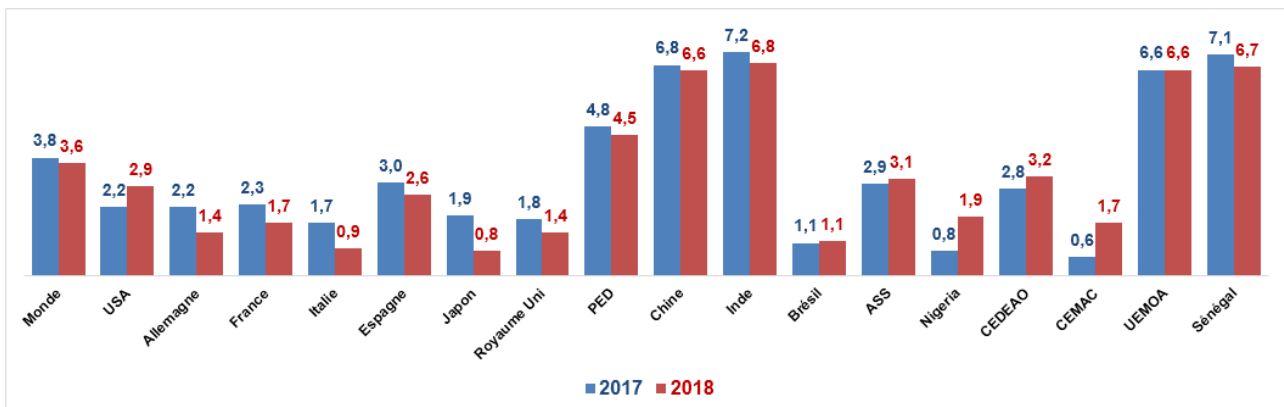
La croissance économique mondiale s'est établie à 3,6% en 2018, après 3,8% en 2017, dans un contexte marqué par les tensions commerciales entre les Etats-Unis et certains de leurs partenaires, le durcissement des conditions financières et les incertitudes liées au Brexit. L'atonie de la croissance économique résulte d'une décélération de 2,4% à 2,2% dans les pays avancés et de 4,8% à 4,5% dans les économies émergentes et en développement. Elle est reflétée par le commerce mondial de biens et services dont la croissance est limitée à 3,7%, après avoir atteint 5,5% en 2017.

Dans la **Zone euro**, la croissance du PIB réel a décéléré pour s'établir à 1,9% en 2018 contre 2,4% en 2017, sous l'effet d'une combinaison de facteurs qui ont pesé sur les performances de la Zone. Il s'agit, entre autres, du durcissement des conditions financières, de la faiblesse de la production industrielle, à la suite de l'introduction de nouvelles normes antipollution dans l'industrie automobile, de la baisse des investissements en Italie ainsi que des tensions politiques vécues par quelques pays de la Zone. Un repli de la croissance a été relevé en Allemagne (1,4% contre 2,2%), en France (1,7% contre 2,3%) et en Italie (0,9% contre 1,7%).

Au **Royaume-Uni**, malgré une bonne tenue de la consommation publique, l'absence de visibilité sur l'issue des négociations sur le Brexit a pesé sur l'investissement et la consommation des ménages, ramenant la croissance économique de 1,8% à 1,4%. Au **Japon**, la croissance du PIB est ressortie à 0,8% en 2018 après 1,9% un an plus tôt, impactée par les répercussions de catastrophes naturelles.

Les **Etats-Unis** ont constitué l'exception, au niveau des pays avancés, avec un raffermissement de la croissance de 2,2% à 2,9%, favorisé par l'orientation expansionniste de la politique budgétaire qui a soutenu la demande intérieure, dans un contexte de normalisation de la politique monétaire.

Graphique 1 : Croissance dans le monde (%)



Sources : WEO database – FMI, BCEAO

L'activité a ralenti dans les **pays émergents et en développement** (4,5% en 2018 contre 4,8% en 2017), en liaison avec la contraction de la demande intérieure, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. La croissance économique de la **Chine** est ressortie à 6,6%, taux le plus faible depuis 1991. cette décélération a été atténuée par les mesures de relance budgétaire visant à compenser, en partie, l'effet de la hausse des droits de douane américains. En **Inde**, le taux de croissance a légèrement fléchi passant de 7,2% en 2017 à 7,1% en 2018, soutenu par la reprise de l'investissement et de la consommation. Au **Brésil**, la croissance a stagné à 1,1%, affectée par la baisse de la production, en raison des perturbations dans le secteur des transports. En revanche, l'économie **russe** s'est raffermie de 1,6% à 2,3%, tirant profit de l'accroissement des prix du pétrole et des retombées de l'organisation de la coupe du monde de football.

En **Afrique Subsaharienne**, une consolidation de la croissance à 3% a été observée en 2018, à la faveur du renchérissement des prix des matières premières et de réformes structurelles dans certains pays. Au Nigeria, le PIB a progressé de 1,9%, contre 0,8%, reflétant la stabilité des conditions de production de pétrole et un redressement des secteurs non pétroliers. En revanche, la croissance en Afrique du Sud a décéléré en s'établissant à 0,8%, en rapport avec la contreperformance des secteurs minier et agricole.

Dans la zone **CEMAC**, le rythme de la croissance s'est accéléré de 1,1 point pour s'établir à 1,7%. Une tendance haussière a été également observée dans l'espace **CEDEAO** (3,2% en 2018 contre 2,8% en 2017), en liaison avec la production qui s'est accrue au Nigeria.

Au sein de l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, la croissance s'est stabilisée à 6,6% en 2018, profitant des performances de l'ensemble des secteurs. En effet, l'activité a été soutenue par l'amélioration de la production agricole qui a bénéficié des conditions climatiques favorables et de la poursuite des investissements dans le cadre de l'exécution des programmes nationaux de développement. De même, les industries extractives ainsi que les activités des secteurs du transport, du commerce, de la communication et des services bancaires ont enregistré une progression notable.

Au plan des prix, l'inflation mondiale s'est accélérée en 2018, ressortant à 3,6% après 3,2% en 2017, sous l'effet principalement du renchérissement des produits énergétiques. Les prix ont augmenté dans les pays avancés et les économies émergentes et en développement, passant respectivement de 1,7% et de 4,3% en 2017 à 2,0% et 4,8% en 2018.

Dans un contexte marqué par une croissance morose dans la Zone euro et un niveau d'inflation en dessous de l'objectif (1,7% en 2018 contre 1,5%), la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu inchangés ses taux directeurs, tout en réduisant les montants d'achat net d'actifs financiers. Le taux de refinancement, principal taux de la BCE, a été maintenu à zéro. Le taux de dépôt s'établit à -0,50% tandis que le taux de prêt marginal est fixé à +0,25%. Les autorités de la BCE ont indiqué que ces taux garderaient ces niveaux, aussi longtemps que nécessaire, pour assurer une convergence de l'inflation vers son niveau cible de 2%.

Pour sa part, la Fédérale Réserve (FED) a fait valoir la bonne santé de l'économie des Etat-Unis en accélérant la normalisation de sa politique monétaire. Ainsi, au regard des perspectives favorables de croissance, de la poursuite de la vigueur du marché du travail et d'un taux d'inflation convergeant vers 2,0%, la FED a relevé de 25 points de base, à quatre reprises, la fourchette cible du taux des fonds fédéraux pour la porter à 2,25%-2,50%. Elle a indiqué que les relèvements graduels futurs de la fourchette cible devraient être conformes avec une activité économique en expansion, des conditions favorables du marché du travail et une inflation proche de l'objectif de 2%.

La Banque Centrale du Japon (BoJ) a poursuivi sa politique monétaire accommodante en maintenant les objectifs de taux inchangés et le programme de rachats d'actifs (Quantitative Easing) à la différence de la FED et de la BCE. A cet effet, le taux de facilité de dépôt a été fixé à -0,10% tandis que l'objectif de rachat d'actifs, en rythme annuel, demeure à 80.000 Mds de yens. Cette orientation vise à soutenir la remontée du taux d'inflation vers sa cible de 2%.

En raison de la persistance de l'inflation au dessus de la cible de 2,0 %, la Banque d'Angleterre (BoE) a relevé, en août 2018, son principal taux directeur d'un quart de point, de 0,50% à 0,75%. En outre, face à la montée des incertitudes liées au Brexit, elle a indiqué que l'orientation appropriée de sa politique monétaire est subordonnée à l'issue des négociations entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne.

Au niveau des principales économies émergentes, la Banque Centrale de Chine (BPoC) a laissé inchangé son taux directeur de référence à 4,35%, niveau en vigueur depuis octobre 2015. Pour encourager les banques à accorder davantage de crédits et réduire les coûts de financement des entreprises, notamment les PME impactées par le conflit commercial avec les Etats-Unis, elle a abaissé le taux de réserve obligatoire de 17,0% à 14,5%.

En Inde, la Banque Centrale Indienne (BCI) a relevé, à deux reprises, son taux directeur de 25 points de base, porté à 6,5%, en liaison avec les perspectives favorables de croissance et le niveau élevé d'inflation. La BCI a réaffirmé que sa politique monétaire reste adéquate avec son engagement à atteindre à moyen terme son objectif d'inflation de 4%.

Pour sa part, la Banque Centrale Russe, face aux tensions inflationnistes et aux pressions sur le rouble, a décidé de changer de cap en relevant son taux directeur, le portant à nouveau à 7,75%, après l'avoir ramené à 7,25% en mars 2018. Au Brésil, le taux directeur est maintenu par la Banque Centrale à son plancher historique de 6,5%.

En Afrique subsaharienne, la Banque Centrale du Nigeria (NCB) a laissé inchangé son principal taux d'intervention à 14,0%. L'assouplissement de la politique monétaire, visant à stimuler la demande intérieure, pourrait entraîner des tensions inflationnistes (+12,1%) et une dépréciation du Naira, en relation avec une anticipation d'un surplus de liquidité dans l'économie. Pour sa part, la Banque Centrale du Ghana (BoG) a réduit son taux directeur de 100 points de base à 17,0%, dans un contexte de baisse des pressions inflationnistes (+9,8%). En Afrique du Sud, face à l'inflation (+4,5%) induite par la faiblesse du taux de change et la hausse des prix du pétrole, la Banque Centrale (SARB) a relevé, le 22 novembre 2018, de 25 points de base à 6,75% son taux directeur. S'agissant de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), elle a augmenté de 55 points de base à 3,50%, le taux d'intérêt des appels d'offre (TIAO) d'injection de liquidité, son principal taux directeur.

Au niveau de l'**Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, l'activité économique a maintenu son rythme de progression avec un taux de croissance de 6,6% en 2018. Cette performance s'inscrit dans un contexte de stabilité des prix avec une inflation de 1,1%, en relation avec les bonnes campagnes agricoles dans certains pays membres. A cet égard, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a laissé inchangé son principal taux directeur, le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité, à 2,5%, niveau en vigueur depuis septembre 2013.

Au titre des **comptes extérieurs**¹, les soldes cumulés des comptes courants sont évalués à 3,0% du PIB mondial en 2018 contre 3,25% en 2017. Ce profil masque cependant des évolutions contrastées. En effet, l'excédent du compte courant s'est replié, notamment au Japon (4,0% à 3,5% du PIB), dans la zone euro (3,2% à 2,9%), avec une baisse de 0,7 point à 7,3% en Allemagne, ainsi qu'en Chine (1,6% à 0,4%).

En revanche, à la faveur de la remontée des cours du pétrole, le solde courant excédentaire s'est renforcé en Russie (2,1% à 6,9% du PIB), en Norvège (5,6% à 8,1%) et en Arabie Saoudite (1,5% à 10,8%). Pour leurs parts, le déficit du compte courant s'est stabilisé à 2,3% aux Etats-Unis et s'est accentué de 3,3% à 3,9% au Royaume-Uni et de 2,1% à 2,6% en Afrique Subsaharienne.

Sur le **marché des changes**, la monnaie européenne s'est appréciée par rapport aux principales devises des pays développés. En effet, l'euro s'est échangé contre 1,181 dollar, soit une augmentation de 4,6%. En outre, la monnaie européenne s'est renforcée de 3,0%, 1,0% et 3,9% respectivement vis-à-vis du yen japonais, de la livre sterling et du franc suisse. Dans la zone UEMOA, le Franc CFA s'est apprécié par rapport aux monnaies de la sous-région.

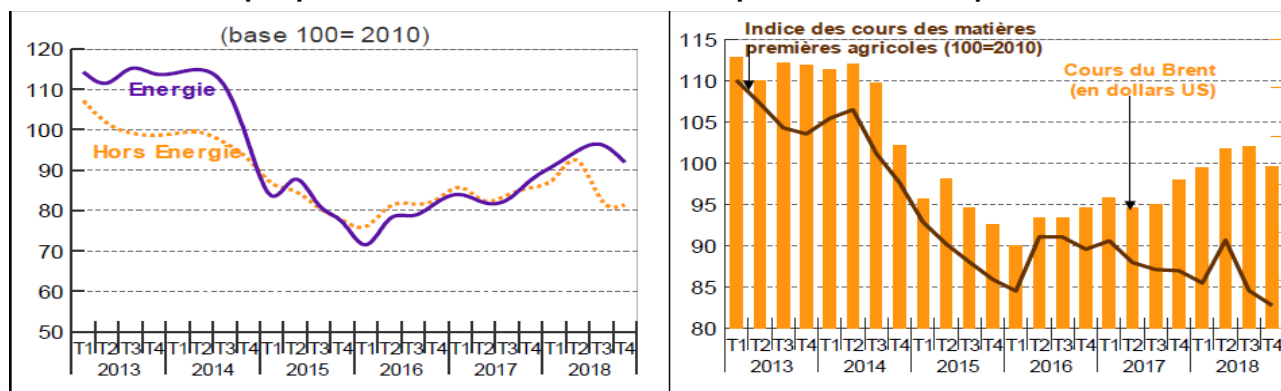
S'agissant du cours des matières premières², leur niveau a globalement augmenté entre 2017 et 2018. Les prix des matières premières, hors combustibles, ont augmenté de 1,6% par rapport à 2017. Les prix ont été affectés par les craintes d'un ralentissement de l'activité économique dans certains pays développés et émergents, principaux demandeurs de matières premières agricoles et énergétiques.

1 External sector report, IMF, juillet 2019

2 Référence : Bloomberg et BM

Au niveau interne, le taux de croissance du PIB réel est estimé à 6,7% contre 7,1% un an auparavant, reflétant une consolidation de l'activité économique qui a enregistré un taux de croissance supérieure à 6% depuis 2014. Ce dynamisme résulte de la mise en œuvre des investissements structurants et du renforcement de l'activité dans les secteurs productifs, dans le cadre de la mise en œuvre du premier plan d'actions prioritaires du Plan Sénégal émergent (PSE).

Graphique 2 : Evolution des indices des prix des matières premières



Sources : BM, Bloomberg

Du côté des prix, l'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), s'est établie à 0,5% en 2018, après la hausse de 1,3% en 2017. Cette variation est imputable principalement au renchérissement des «boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants» (+4,5%), des services de «loisirs et culture» (+3,1%), des «produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (+1,1%), des services de «l'enseignement» (+1,1%) et de «restaurants et hôtels» (+1,0%). Ces évolutions ont été atténuées par une baisse des prix des services de «communication» (-6,1%).

S'agissant des finances publiques, l'exécution du budget de l'Etat a été marquée par un déficit qui s'est accentué de 3,0% à 3,7% du PIB. La gestion budgétaire au titre de l'exercice 2018 s'est déroulée dans un contexte de maîtrise des dépenses de fonctionnement de l'Etat et de maintien d'un niveau soutenu des investissements structurants.

Concernant les échanges extérieurs, le déficit du compte courant s'est aggravé, passant de 7,3% à 9,4% du PIB, en liaison principalement avec le déficit de la balance des biens et services qui s'est dégradé de 2 points à 15,6% du PIB. Pour sa part, le compte de revenu primaire s'est atténué de 0,2 point à 2,6% du PIB, en rapport notamment avec la baisse des dividendes versés aux investisseurs non-résidents. L'excédent du solde du compte de revenu secondaire s'est consolidé à 1.143,5 Mds (8,8% du PIB), reflétant la bonne tenue des envois de fonds des travailleurs migrants, évalués à 10% du PIB. Le compte de capital s'est renforcé de 9,4% à 244,7 Mds (1,9% du PIB).

Ainsi, le besoin de financement, résultant des soldes des comptes courant et de capital, est évalué à 985,7 Mds contre 663,5 Mds en 2017, couvert par les investissements directs étrangers (IDE), les investissements de portefeuille et les autres investissements. Au total, l'excédent du compte financier, élargi aux erreurs et omissions nettes, a permis de couvrir le déficit courant et d'améliorer les avoirs de réserve (au sens strict) à hauteur de 382,6 Mds. Evalué suivant l'optique des actifs extérieurs nets du système monétaire, le solde global de la balance des paiements affiche un excédent de 527,2 Mds contre 125,6 Mds en 2017.

Cet excédent s'est traduit par une amélioration de la position extérieure de la BCEAO (382,1 Mds) et des avoirs extérieurs nets des autres institutions de dépôts (145,1 Mds).

En tenant compte des flux de la balance des paiements, la PEGN est ressortie débitrice à 6.643,0 Mds (50,9% du PIB) contre 5.701,0 Mds (46,9% du PIB) un an plus tôt.

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenu primaire et de revenu secondaire entre résidents et non-résidents. En 2018, le déficit dudit compte s'est creusé de 343,3 Mds, en s'établissant à 1.230,4 Mds, reflétant principalement la détérioration du solde de la balance des biens et services, dont le ratio au PIB s'est établi à 15,6% contre 13,9% en 2017.

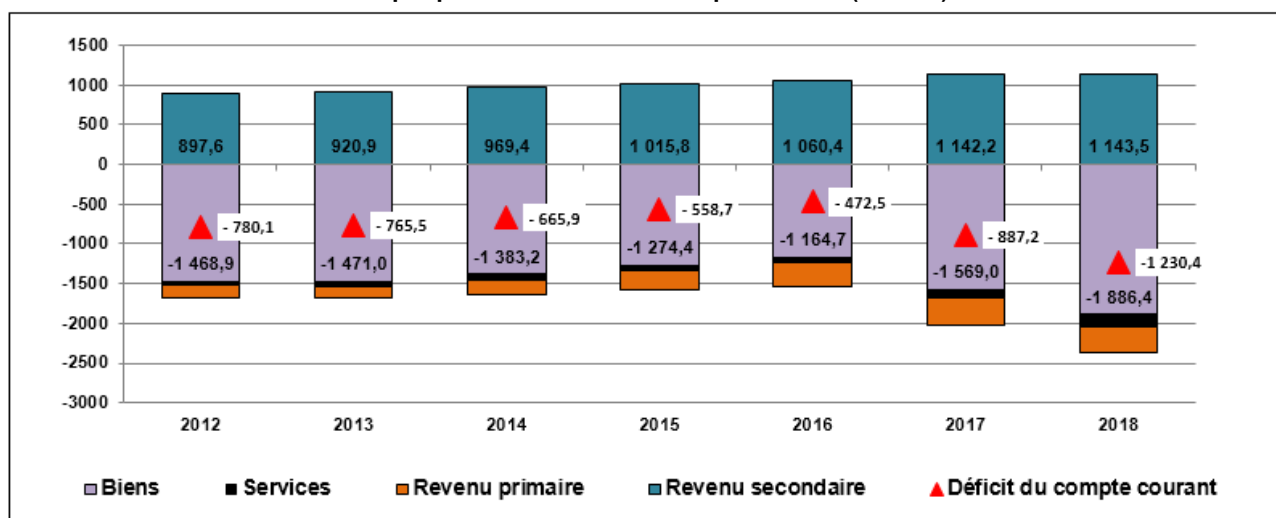
Tableau 1 : Evolution du compte des transactions courantes (en millions de FCFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
Biens et Services	-1,448,823.1	-1,342,909.0	-1,237,450.7	-1,688,396.0	-2,040,156.7
<i>Biens</i>	-1,383,245.6	-1,274,409.0	-1,164,691.5	-1,568,979.3	-1,886,409.0
<i>Services</i>	-65,577.5	-68,500.0	-72,759.2	-119,416.7	-153,747.7
Revenu primaire	-186,512.3	-231,520.4	-295,383.4	-340,962.7	-333,754.2
Revenu secondaire	969,434.5	1,015,769.4	1,060,369.5	1,142,194.4	1,143,484.8
Solde du compte courant	-665,900.9	-558,660.0	-472,464.5	-887,164.2	-1,230,426.1
PIB Nominal (en Mds F CFA)	9,775.0	10,508.9	11,283.4	12,458.9	13,046.9
Solde courant rapporté au PIB	-6.8%	-5.3%	-4.2%	-7.3%	-9.4%

Sources : BCEAO/ANSD/DPEE

Rapporté au PIB, le déficit du compte courant s'est élevé à 9,4% contre 7,3% en 2017. Cette situation est liée essentiellement au déficit de la balance des biens et services qui s'est accentué de 351,7 Mds. En effet, le solde commercial s'est nettement détérioré de 317,4 Mds, sous l'effet d'une hausse plus prononcée des importations (+16,0%) que celle des exportations (+12,6%).

Graphique 3 : Evolution du compte courant (en Mds)



Source : BCEAO

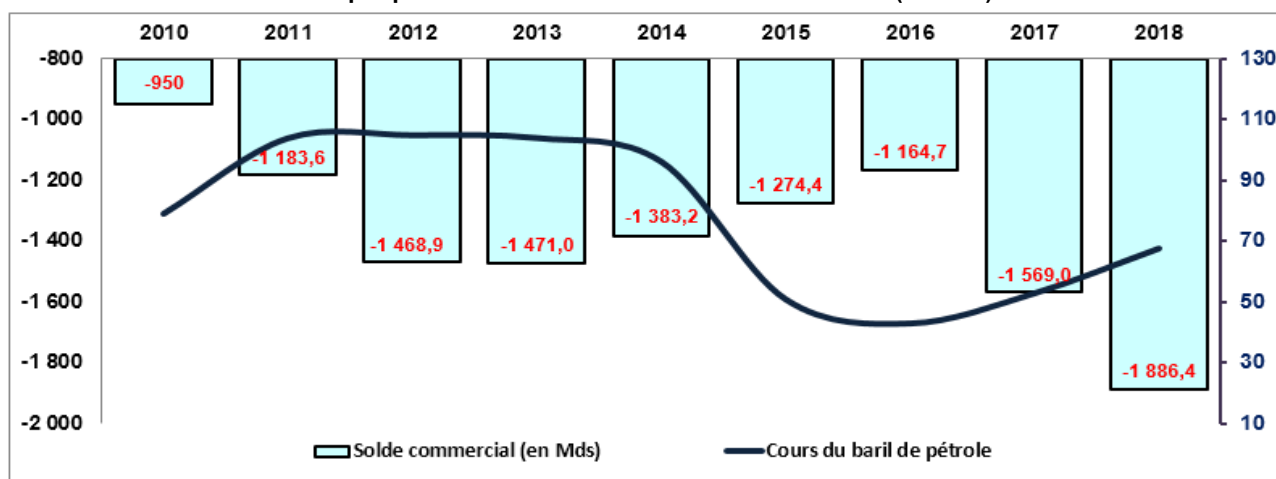
Le compte des services s'est dégradé de 34,3 Mds, en liaison notamment avec l'évolution du coût du fret et les prestations de services spécialisés au profit des entreprises exerçant dans les secteurs des mines et des hydrocarbures. Pour sa part, la bonne tenue du poste «voyages» s'explique par une amélioration du taux de remplissage des réceptifs.

Le déficit du compte de revenu primaire s'est atténué de 7,2 Mds, en liaison avec la baisse des versements de dividendes aux investisseurs étrangers. Son profil reste dominé par les paiements d'intérêts au titre de la dette publique extérieure qui s'est creusée de 32.0 Mds par rapport à l'année précédente. Ces évolutions ont été atténuées par la consolidation de l'excédent du compte de revenu secondaire, évalué à 1.143,5 Mds, tiré par les envois de fonds des travailleurs migrants.

I.1-BALANCE COMMERCIALE

Le déficit s'est aggravé de 317,4 Mds en s'établissant à 1.886,4 Mds. La balance commerciale a continué à se détériorer sous l'effet d'un alourdissement de la facture énergétique et d'un accroissement des biens intermédiaires. Les importations ont augmenté de 557,0 Mds tandis que les exportations ont progressé de 239,6 Mds. En conséquence, le taux de couverture des importations par les exportations s'est dégradé de 1,7 point de pourcentage à 53,2%. Le graphique ci-après montre le lien entre le déficit commercial et l'évolution des prix du pétrole.

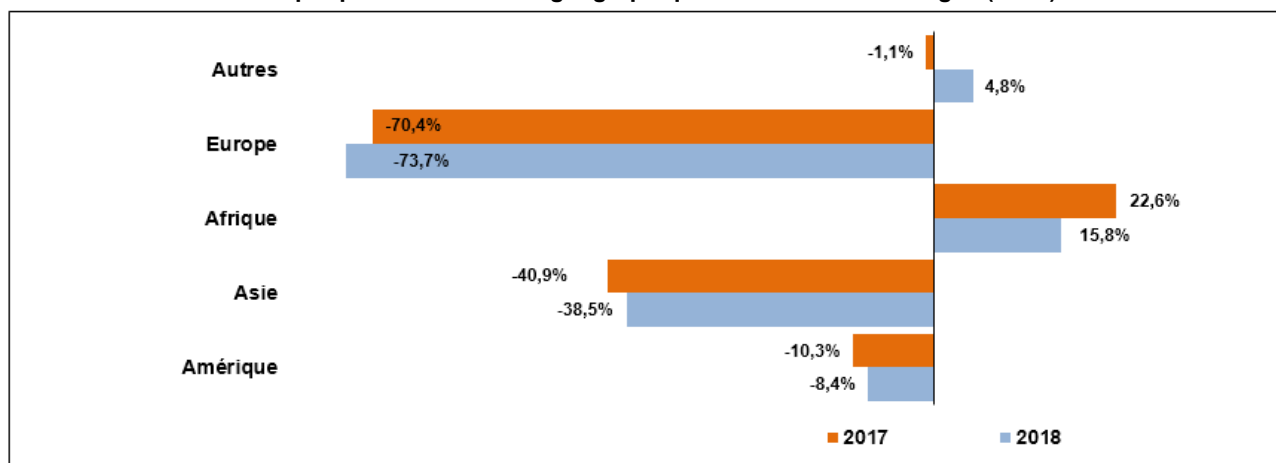
Graphique 4 : Evolution de la balance commerciale (en Mds)



Source : BCEAO

Le rythme des exportations s'est amélioré de 0,6 point à 12,6%. Les ventes extérieures de biens sont évaluées à 2.147,4 Mds contre 1.907,8 Mds en 2017. Les expéditions ont concerné les produits miniers, notamment l'or non monétaire qui occupe la première position des exportations du Sénégal, les produits halieutiques, les produits pétroliers et horticoles, l'acide phosphorique ainsi que les autres minerais (le zircon et le titane).

Graphique 5 : Orientation géographique du solde des échanges (en %)



Source : BCEAO

Pour leur part, les importations de biens³ se sont chiffrées à 4.033,8 Mds contre 3.476,8 Mds un an plus tôt, en rapport avec le renchérissement de la facture pétrolière et les approvisionnements plus importants en biens intermédiaires, un léger repli étant enregistré au titre des acquisitions de biens d'équipement.

³ Les données analysées prennent en compte les résultats des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des statistiques du commerce intra-UEMOA ainsi que les ajustements de couverture, de valeur et de chronologie des échanges de marchandises.

La répartition géographique du solde des échanges de biens fait ressortir une dégradation du déficit commercial vis-à-vis des continents européen (+285,5 Mds) et asiatique (+85,4 Mds) et une contraction de 16,2% à 297,6 Mds de l'excédent commercial avec le continent africain.

Tableau 2 : Compte de biens (en millions)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
Marchandises générales					
- Exportations	1,289,539.5	1,499,473.7	1,485,488.6	1,659,238.5	1,794,016.2
- Importations	2,855,561.4	2,943,099.6	2,867,544.6	3,476,118.8	4,033,003.7
Exportations nettes et négoce internationale	488.0	1,215.3	1,567.7	2,022.4	2,608.9
Or non monétaire					
- Exportations	182,713.6	168,483.5	216,426.3	246,566.8	350,782.1
- Importations	425.2	481.5	629.5	715.2	782.1
Total des exportations de biens	1,472,741.1	1,669,172.5	1,703,482.7	1,907,827.7	2,147,407.2
Total des importations de biens	2,855,987.1	2,943,581.5	2,868,174.2	3,476,834.0	4,033,785.7
Solde commercial	-1,383,246.0	-1,274,409.0	-1,164,691.5	-1,569,006.3	-1,886,378.5
PIB nominal (en Mds FCFA)	9,775.0	10,508.9	11,283.4	12,458.9	13,046.1
Exportations/PIB	15.0%	15.8%	15.1%	15.7%	16.5%
Importations/PIB	29.1%	27.9%	25.4%	28.6%	30.9%
Exportations/Importations	51.6%	56.7%	59.4%	54.9%	53.2%

Sources : BCEAO/ANSD/DGPPE

I.1.1- Exportations de biens

La dynamique des exportations de biens a été imprimée par les ventes extérieures d'or non monétaire ainsi que des expéditions de marchandises générales. Elles sont évaluées à 2.147,4 Mds en 2018 contre 1.907,8 Mds en 2017. La hausse des expéditions (+239,6 Mds ; +12,6%) reflète la bonne tenue de l'activité des principales filières exportatrices (secteur de la pêche, de la chimie, des mines, etc.). Les exportations de produits arachidières et de ciment ont été orientées à la baisse.

I.1.1.a. Orientation géographique des exportations

Les ventes extérieures du Sénégal sont destinées principalement aux continents africain, européen et, dans une moindre mesure, aux continents asiatique et américain. Les exportations vers le continent africain se chiffrent à 891,0 Mds, soit 49,7% des parts de marché. Les pays de la CEDEAO (42,8%) et en particulier ceux de l'UEMOA (33,3%) sont les principaux clients du Sénégal. Le Mali qui concentre 22,4% des exportations, reste la principale destination des ventes extérieures de marchandises au sein de l'Union. Il est suivi par la Côte d'Ivoire (4,2% contre 5,2% un an plus tôt), la Guinée-Bissau (2,8% contre 2,4%) et le Burkina Faso (2,2% contre 2,1%). Les expéditions vers les pays de l'UEMOA sont constituées principalement de produits pétroliers, de ciment et, dans une moindre mesure, de produits alimentaires manufacturés.

Les pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA représentent 9,5% des parts de marché en 2018 contre 10,0% en 2017. Les principaux clients sont la Gambie (3,0%) et la Guinée (3,9%). Le Nigeria, premier fournisseur du Sénégal dans la CEDEAO, s'adjuge 0,9% des parts de marché à l'exportation. Les exportations vers les pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA sont constituées essentiellement de ciment et de produits alimentaires manufacturés (bouillons et autres préparations alimentaires).

Tableau 3 : Orientation géographique des exportations de marchandises générales (en millions de FCFA)

	2014		2015		2016		2017		2018	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Exportations	1 289 539,5	100,0	1 499 473,7	100,0	1 485 488,6	100,0	1 659 238,5	100,0	1 794 016,2	100,0
<i>Union Européenne</i>	230 004,9	17,8	253 496,2	16,9	231 243,1	15,6	264 771,2	16,0	302 664,3	16,9
- dont France	63 927,7	5,0	59 313,4	4,0	43 600,4	2,9	44 752,0	2,7	46 953,4	2,6
<i>Etats-Unis</i>	21 747,4	1,7	38 223,4	2,5	36 528,0	2,5	52 954,1	3,2	62 900,6	3,5
<i>Japon</i>	3 164,7	0,2	3 956,4	0,3	4 193,9	0,3	3 215,5	0,2	6 840,5	0,4
<i>Inde</i>	30 028,0	2,3	82 870,9	5,5	122 259,6	8,2	87 345,9	5,3	168 341,4	9,4
<i>Chine</i>	19 865,8	1,5	70 997,0	4,7	74 753,1	5,0	77 728,9	4,7	64 162,5	3,6
<i>Thaïlande</i>	889,2	0,1	471,8	0,0	1 251,5	0,1	3 279,2	0,2	2 931,1	0,2
CEDEAO	539 607,6	41,8	591 065,9	39,4	641 910,0	43,2	744 488,7	44,9	768 683,5	42,8
<i>UEMOA</i>	424 446,5	32,9	461 614,1	30,8	486 209,0	32,7	578 864,0	34,9	598 246,5	33,3
<i>Bénin</i>	19 010,4	1,5	14 943,3	1,0	13 701,7	0,9	11 166,7	0,7	12 062,0	0,7
<i>Burkina faso</i>	33 618,0	2,6	27 073,6	1,8	32 970,1	2,2	34 663,4	2,1	39 155,6	2,2
<i>Côte d'Ivoire</i>	52 055,8	4,0	77 971,4	5,2	81 875,2	5,5	85 527,5	5,2	75 205,1	4,2
<i>Guinée-Bissau</i>	52 861,0	4,1	48 159,7	3,2	35 583,6	2,4	39 307,6	2,4	49 881,0	2,8
<i>Mali</i>	245 520,2	19,0	260 015,0	17,3	289 731,8	19,5	382 378,5	23,0	401 119,0	22,4
<i>Niger</i>	6 479,2	0,5	15 270,4	1,0	17 429,5	1,2	10 976,8	0,7	9 082,9	0,5
<i>Togo</i>	14 902,0	1,2	18 180,8	1,2	14 917,0	1,0	14 843,5	0,9	11 740,9	0,7
AUTRES Etats CEDEAO	115 161,1	8,9	129 451,7	8,6	155 700,9	10,5	165 624,7	10,0	170 437,0	9,5
<i>Dont Nigeria</i>	7 749,4	0,6	6 389,5	0,4	5 918,0	0,4	12 601,4	0,8	16 546,6	0,9
<i>Gambie</i>	46 044,4	3,6	53 303,2	3,6	50 409,1	3,4	62 813,0	3,8	54 236,7	3,0
<i>R. Guinée</i>	55 817,7	4,3	58 642,9	3,9	50 115,1	3,4	61 391,5	3,7	70 800,2	3,9
<i>Mauritanie</i>	36 048,8	2,8	31 240,6	2,1	45 625,7	3,1	44 940,9	2,7	41 913,1	2,3
<i>Autres clients</i>	408 183,1	31,7	427 151,5	28,5	327 723,7	22,1	380 514,0	22,9	375 579,3	20,9
Continent américain	31 396,1	2,4	46 437,6	3,1	46 575,4	3,1	72 575,3	4,4	74 783,3	4,2
Continent asiatique	194 945,0	15,1	291 963,1	19,5	306 189,5	20,6	305 142,1	18,4	335 785,8	18,7
Continent africain	651 739,2	50,5	745 707,5	49,7	715 524,5	48,2	815 642,9	49,2	891 004,6	49,7
Continent européen	369 768,7	28,7	398 933,4	26,6	404 227,5	27,2	453 983,9	27,4	395 989,7	22,1
Autres	41 690,5	3,2	16 432,0	1,1	12 971,7	0,9	11 894,2	0,7	96 452,8	5,4

Sources : BCEAO/ANSD/DGPPE

Le marché européen est la deuxième destination des exportations avec 22,1% des parts de marché en 2018 contre 27,4% en 2017. Les expéditions sur ce marché ont diminué de 12,8% en s'établissant à 396,0 Mds. Les livraisons sont dominées par l'or non monétaire, les produits halieutiques et horticoles.

Les relations commerciales avec les pays asiatiques ont été caractérisées par un accroissement des exportations (+10,0%) en 2018, tirées par une hausse soutenue des expéditions vers l'Inde (+92,7%). Toutefois, une baisse a été notée au titre des ventes de marchandises vers la Chine (-17,5%) et la Thaïlande (-10,6%). Au total, la part du continent asiatique dans les ventes extérieures s'est améliorée en ressortant à 18,7% contre 18,4% un an plus tôt. Les expéditions vers l'Asie (335,8 Mds) sont constituées principalement d'acide phosphorique et de graines d'arachide destinés respectivement à l'Inde et à la Chine. Les exportations vers le continent américain ont progressé de 3,0% à 74,8 Mds, avec toutefois une part qui s'est repliée de 0,2 point de pourcentage à 4,2%.

I.1.1.b. Evolution des exportations de marchandises générales par groupe de produits

En 2018, les exportations de biens ressortent à 2.147,4 milliards, après 1.907,8 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 239,6 milliards (+12,6). Cette dynamique est soutenue par la bonne tenue des ventes d'or non monétaire (+104,1 Mds ; +42,2%), d'acide phosphorique (+61,3 Mds ; +63,8%), de produits pétroliers (+61,0 Mds, +25,1%), de produits halieutiques (+37,9 Mds ; +16,0%) et de produits horticoles (+18,6 Mds ; +29,5%). Le rythme d'accroissement des exportations a été atténué par la baisse des ventes de ciment (-31,2 Mds ; -26,5%) et de phosphate (-2,3 Mds ; -12,3%).

Tableau 4 : Exportations de marchandises générales par principaux produits (en millions de FCFA)

Produits	2014	2015	2016	2017	2018
Sel marin	8,378.7	11,602.3	10,957.0	8,682.0	8,165.1
Minerais lourds (Zircon, Titane, etc.)	9,918.1	55,069.6	58,524.7	82,469.7	99,744.8
Produits pétroliers	227,473.6	211,954.9	161,364.0	242,944.5	303,947.3
Produits arachidières	29,207.9	85,545.2	75,546.8	65,418.5	63,595.7
Phosphates	17,940.7	34,034.9	18,587.4	18,447.4	16,186.6
Coton	11,257.9	9,074.4	8,598.3	6,523.9	7,026.4
Produits horticoles	47,642.9	44,758.2	51,246.1	62,873.9	81,461.7
Produits de la pêche	191,974.4	203,095.9	217,900.2	236,356.9	274,229.8
Ciment	91,728.2	104,904.3	122,799.1	117,743.3	86,503.3
Acide phosphorique	51,305.7	94,045.9	115,550.6	95,973.9	157,229.5
Engrais	15,716.8	6,218.0	10,191.3	18,935.3	26,048.0
Produits manufacturés	138,351.0	135,650.1	127,303.4	158,107.2	167,418.4
<i>dont préparations alimentaires diverses</i>	62,703.3	68,624.2	68,552.1	79,586.6	81,156.8
<i>produits textiles et chaussures</i>	37,555.5	37,555.5	44,909.4	56,686.8	61,474.9
Autres produits d'exportation	558,822.9	572,035.0	572,721.5	635,835.2	724,122.0
<i>dont biens d'équipement</i>	84,912.2	77,300.3	54,461.6	64,522.5	52,165.0
TOTAL (Commerce Général FOB)	1,390,070.5	1,568,985.9	1,551,290.4	1,750,311.6	2,015,678.7
Ajustements de valeur	69,411.8	79,851.0	73,379.6	64,417.7	68,047.0
Ajustements de champ couvert	-166,743.6	-131,474.8	-124,928.3	-137,245.6	-275,314.8
Ajustements de chronologie	-3,199.3	-17,888.4	-14,253.1	-18,245.2	-14,394.7
EXPORTATIONS FOB AJUSTEES	1,289,539.5	1,499,473.7	1,485,488.6	1,659,238.5	1,794,016.2

Sources : BCEAO/ANSD

I.1.1.b.1 - Exportations des produits agricoles et halieutiques

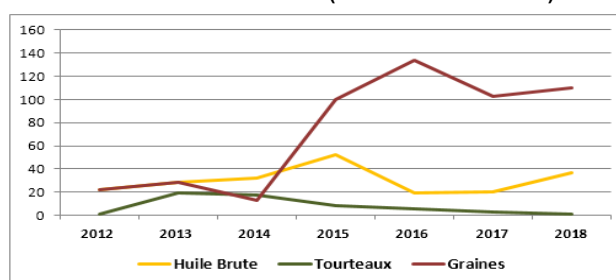
Les exportations des produits arachidières sont constituées principalement de graines d'arachide (39,6 Mds) destinées au marché asiatique, d'huile brute (23,8 Mds) et de tourteaux (0,2 Md).

Les expéditions des produits arachidières se sont repliées de 1,8 Md (-2,8%). Ce recul s'explique par une baisse de 8,9 Mds des exportations de graines d'arachide, atténuée par une hausse de 7,2 Mds des ventes d'huile brute d'arachide.

Au cours de la période sous revue, les exportations des produits horticoles se sont chiffrées à 81,5 Mds, soit une augmentation de 29,6% comparativement à 2017. Cette hausse s'inscrit dans la bonne dynamique amorcée depuis 2012.

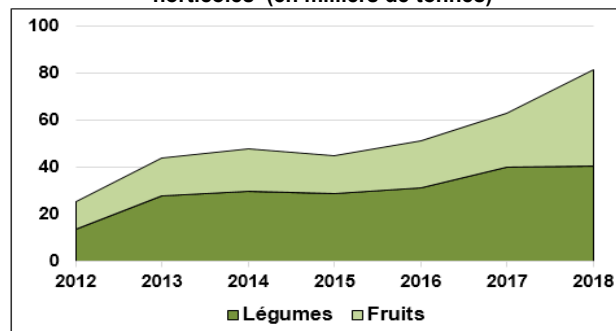
Il convient de relever que l'augmentation des recettes d'exportation de produits horticoles a été stimulée par la bonne tenue des ventes de fruits, une décélération étant notée pour les expéditions de légumes.

Graphique 6 : Volume des exportations de produits arachidières (en milliers de tonnes)



Sources : BCEAO / ANSD

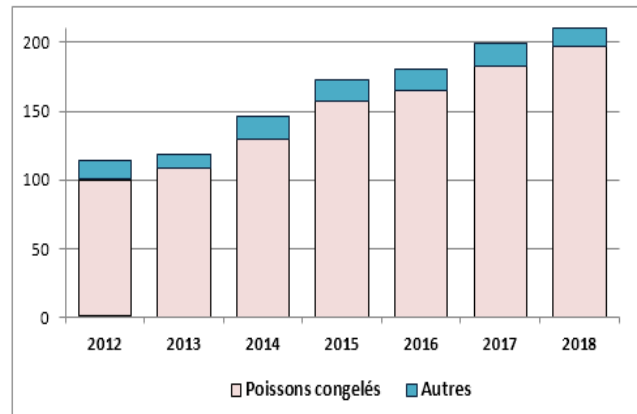
Graphique 7 : Volume des exportations de produits horticoles (en milliers de tonnes)



Sources : BCEAO / ANSD

En 2018, les exportations des produits halieutiques représentent 14,7% des ventes totales de biens contre 15,6% l'année précédente. Elles sont évaluées à 316,5 Mds après 298,1 Mds un an plus tôt, soit une hausse de 5,7%. L'évolution observée est en relation avec les ventes extérieures de poissons congelés (+6,6%) qui s'établissent à 258,2 Mds. Une hausse de 8,1 Mds a été notée au titre des ventes de conserves, en lien avec la poursuite des investissements réalisés dans le secteur. Pour leur part, les livraisons de poissons frais ont baissé de 11,3% par rapport à celles de l'année 2017

Graphique 8 : Volume des exportations de produits halieutiques (en milliers de tonnes)



Sources : BCEAO / ANSD

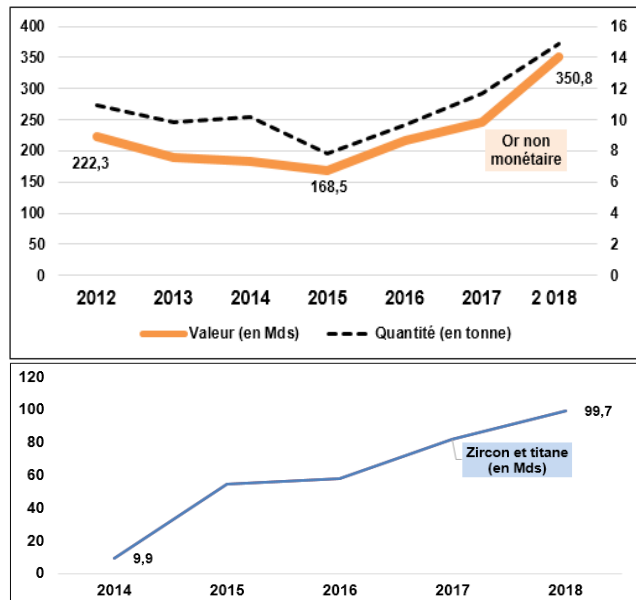
I.1.1.b.2 - Exportations de produits miniers, chimiques et pétroliers

A la faveur de la production de la mine d'or de Sabodala, en mars 2009, le Sénégal fait partie du cercle des producteurs d'or non monétaire. Les livraisons se sont inscrites sur une tendance à la hausse et ont conféré à l'or non monétaire la première position des exportations en 2018. Sa part dans les ventes extérieures de bien s'établit à 16,3% en 2018.

En effet, les exportations d'or non monétaire sont évaluées à 350,8 Mds, soit une augmentation de 42,3% par rapport à 2017. Cette évolution est liée à la contribution de la mine d'or de Mako, exploitée par Petowal Mining Company, qui a démarré ses activités en 2018.

Les ventes de zircon et de titane ont également poursuivi leur tendance à la hausse, passant de 9,9 Mds en 2014 à 99,7 Mds en 2018.

Graphique 9 : Exportations d'or non monétaire de zircon et de titane



Sources : BCEAO/ANSD

Tableau 5 : Exportations de marchandises générales ajustées (en millions, en milliers de tonnes, en FCFA/kg)

	2014		2015		2016		2017		2018	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Sel marin	10,883.0	0,8	17,547.3	1.2	16,453.7	1.1	13,161.1	0.8	12,431.8	0.7
Volume	203.4		342.8		363.7		286.9		250.9	
Prix	51.6		51.2		45.2		45.9		49.5	
Produits Pétroliers	233,343.6	18.1	211,954.9	14.1	161,364.0	10.9	242,944.5	14.6	303,947.3	16.9
Volume	572.4		578.2		554.1		803.0		797.3	
Prix	407.7		366.6		291.2		302.6		381.2	
Produits arachidières	29,545.1	2,3	86,545.2	5.8	75,546.8	5.1	65,418.5	3.9	63,595.7	3.5
Huile Brute	20,783.7	1,6	38,952.5	2.6	15,215.5	1.0	16,607.1	1.0	23,830.3	1.3
Quantité	34.1		52.3		19.5		20.0		36.9	
Prix	609.6		754.5		778.6		832.3		645.0	
Tourteaux	3,997.0	0,3	1,640.6	0.1	364.0	0.0	417.7	0.0	174.4	0.0
Quantité	17.0		8.5		2.2		2.3		0.8	
Prix	214.7		192.2		165.0		184.6		156.2	
Graines	4,764.4	0.4	45,952.1	3.1	59,967.3	4.0	48,393.7	2.9	39,590.9	2.2
Quantité	12.8		99.8		133.8		102.5		109.8	
Prix	372.9		460.6		448.2		472.0		360.5	
Phosphates	16,170.0	1.3	34,034.9	2.3	18,587.4	1.3	18,447.4	1.1	16,186.6	0.9
Quantité	500.6		752.4		472.6		502.4		500.1	
Prix	32.3		45.2		39.3		36.7		32.4	
Coton	12,819.0	1.0	9,074.4	0.6	8,598.3	0.6	6,523.9	0.4	7,026.4	0.4
Quantité	13.5		12.7		11.6		7.9		7.8	
Prix	991.6		714.7		744.0		827.6		906.1	
Ciment	82,393.0	6.4	90,902.0	6.1	106,446.2	7.2	106,339.8	6.4	88,262.0	4.9
Quantité	1,918.4		2,052.9		2,614.6		2,627.8		2,239.3	
Prix	42.9		44.3		40.7		40.5		39.4	
Produits de la Pêche	232,963.2	18,1	264,980.0	17.7	286,129.7	19.3	298,180.6	18.0	316,497.7	17.6
Poissons frais	40,834.1	3,2	38,517.5	2.6	46,232.6	3.1	41,570.5	2.5	36,843.3	2.1
Quantité	6.4		6.3		6.9		6.1		5.4	
Prix	6,423.4		6,160.0		6,677.4		6,784.3		6,825.0	
Poissons congelés	178,236.0	13.8	211,774.5	14.1	225,539.3	15.2	242,150.7	14.6	258,167.0	14.4
Quantité	129.8		157.1		165.0		182.8		197.0	
Prix	1,373.1		1,348.4		1,367.3		1,324.9		1,310.3	
Conserves	4,867.4	0,4	4,990.0	0.3	2,128.7	0.1	3,599.9	0.2	11,735.1	0.7
Quantité	3.3		3.6		1.6		2.0		3.5	
Prix	1,472.9		1,377.2		1,331.8		1,833.8		1,839.3	
Produits transformés	9,025.7	0,7	9,698.0	0.6	12,229.2	0.8	10,859.5	0.7	9,752.2	0.5
Quantité	5.6		6.1		8.1		5.4		5.5	
Prix	1,609.4		1,577.2		1,509.6		1,994.9		1,775.9	
Produits des ICS	62,106.8	4,8	90,429.9	6.0	134,860.1	9.1	141,614.4	8.5	222,074.6	12.4
Acide phosphorique	46,390.0	3,6	84,128.4	5.6	124,056.8	8.4	121,628.3	7.3	194,573.8	10.8
Quantité	135.2		180.1		277.2		296.0		381.0	
Prix	343.0		467.2		447.6		410.9		510.7	
Engrais solide	15,716.8	1,2	6,301.5	0.4	10,803.3	0.7	19,986.1	1.2	27,500.9	1.5
Quantité	50.5		18.5		31.4		51.0		75.6	
Prix	311.4		339.8		344.4		391.9		363.7	
Zircon et titane	9,918.1	0.8	55,069.2	3.7	58,524.7	3.9	82,469.7	5.0	99,744.8	5.6
Autres	599,397.7	46.5	638,935.9	42.6	617,576.9	41.6	682,876.1	41.2	664,249.2	37.0
EXPORTATIONS FOB AJUSTEES	1,289,539.5	100	1,499,473.7	100.0	1,485,488.6	100.0	1,659,238.5	100.0	1,794,016.2	100

Sources : ANSD/BCEAO

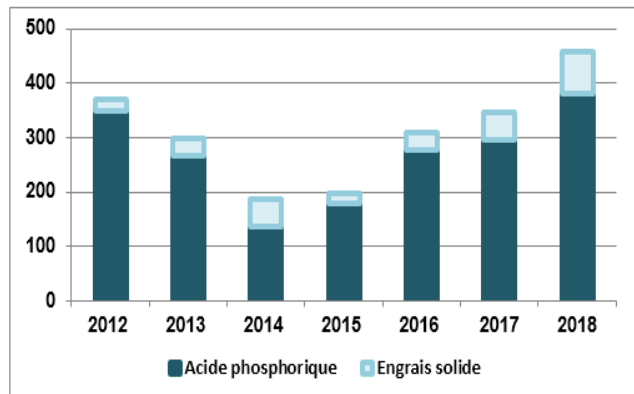
Les ventes à l'étranger des produits chimiques (acide phosphorique et engrais) ont été très dynamiques et se sont accrues pour la quatrième année consécutive. Au titre de l'exercice 2018, les expéditions sont chiffrées à 222,1 Mds, dont 194,6 Mds pour l'acide phosphorique, à la faveur des investissements effectués par les ICS pour améliorer la production.

Pour leur part, les exportations d'engrais ont progressé de 37,5% à 27,5 Mds, reflétant une hausse des volumes expédiés, les prix étant orientés à la baisse de l'ordre de 7,2%.

En troisième position après l'or non monétaire et les produits halieutiques, les produits pétroliers ont enregistré une augmentation de 25,1% en passant de 242,9 Mds en 2017 à 303,9 Mds en 2018.

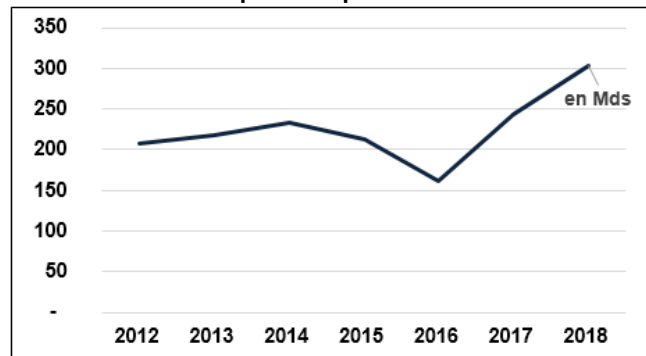
Les ventes représentent 14,8% des exportations de biens et sont constituées de livraisons à l'étranger et de provisions de bord. Les provisions de bord regroupent les ventes, sur le territoire national, à des entités non résidentes (aéronefs et bateaux principalement).

Graphique 10 : Volume des exportations de produits chimiques (en milliers de tonnes)



Sources : BCEAO / ANSD

Graphique 11 : Evolution des exportations de produits pétroliers



Sources : ANSD/BCEAO

I.1.2. Importations de biens

Les achats de biens à l'étranger, mesurés par leur valeur CAF, ont connu une hausse de 15,3% pour ressortir à 4.503,6 Mds en 2018, sous l'effet d'une augmentation des approvisionnements en produits pétroliers et en biens intermédiaires, la progression de la facture alimentaire étant limitée à 2,7%. S'agissant de la facture pétrolière, elle s'est renchérie sous l'effet de la remontée des cours sur le marché international, conjuguée à une hausse des volumes importés.

Évaluées en valeur FOB, les importations de biens ont augmenté de 16,0% et ont représenté 30,9% du PIB en 2018, en progression de 2,3 points de pourcentage comparativement à l'année 2017.

I.1.2.a. Orientation géographique des importations

Les continents européen et asiatique, principaux partenaires du Sénégal dans l'approvisionnement du marché, couvrent respectivement 46,2% et 28,0% des importations. En particulier, l'Union Européenne absorbe 37,7% des parts de marché. En 2018, les achats de marchandises ont progressé de 189,3 Mds et reflètent le poids de la facture des produits pétroliers raffinés. La France, en dépit du recul de sa part (12,6% en 2018 contre 14,7% en 2017), reste le fournisseur principal du Sénégal dans le continent européen. Les importations en provenance du continent asiatique sont fournies principalement par la Chine (11,1%) et l'Inde (6,4%). Pour leurs parts, les continents africain et américain concentrent respectivement 19,1% et 6,1% des achats.

Tableau 6 : Orientation géographique des importations (valeur en millions de FCFA)

	2014		2015		2016		2017		2018	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Importations CAF	3 244 956,2	100,0	3 334 831,3	100,0	3 221 960,3	100,0	3 905 751,5	100,0	4 503 633,3	100,0
Union Européenne	1 446 115,2	44,6	1 337 308,2	40,1	1 239 484,6	38,5	1 508 590,7	38,6	1 697 953,9	37,7
dont : France	534 284,2	16,5	545 332,9	16,4	511 525,8	15,9	574 972,8	14,7	569 283,9	12,6
Etats-Unis	69 247,7	2,1	87 598,8	2,6	72 060,3	2,2	81 443,2	2,1	112 052,4	2,5
Japon	66 523,9	2,1	77 110,6	2,3	73 128,1	2,3	70 192,9	1,8	79 273,0	1,8
Inde	191 476,3	5,9	210 020,4	6,3	245 164,4	7,6	285 261,9	7,3	288 810,8	6,4
Thaïlande	61 841,0	1,9	62 259,9	1,9	58 727,1	1,8	83 403,6	2,1	67 992,6	1,5
Chine	237 133,5	7,3	323 610,6	9,7	331 724,6	10,3	380 181,2	9,7	498 348,6	11,1
CEDEAO	403 935,7	12,4	453 046,6	13,6	470 866,9	14,6	555 304,4	14,2	640 910,8	14,2
UEMOA	142 490,3	4,4	185 162,5	5,6	185 231,4	5,7	157 124,2	4,0	211 855,7	4,7
Bénin	343,1	0,0	885,7	0,0	543,9	0,0	1 826,7	0,0	518,6	0,0
Burkina faso	494,9	0,0	3 477,8	0,1	4 313,7	0,1	7 306,3	0,2	5 905,1	0,1
Côte d'Ivoire	73 614,5	2,3	75 579,6	2,3	75 433,1	2,3	79 328,1	2,0	68 838,8	1,5
Guinée-Bissau	3 740,2	0,1	3 770,3	0,1	3 890,2	0,1	6 044,7	0,2	3 914,7	0,1
Mali	46 097,4	1,4	92 067,8	2,8	94 158,8	2,9	50 494,6	1,3	126 079,6	2,8
Niger	131,8	0,0	787,6	0,0	738,4	0,0	3 620,2	0,1	1 111,3	0,0
Togo	18 068,3	0,6	8 593,6	0,3	6 153,3	0,2	8 503,6	0,2	5 487,6	0,1
Autres Etats CEDEAO	261 445,4	8,1	291 884,2	8,8	285 635,5	8,9	398 180,2	10,2	429 055,1	9,5
Dont Nigeria	249 615,0	7,7	267 950,7	8,0	249 594,1	7,7	309 405,4	7,9	388 948,5	8,6
Gambie	770,6	0,0	642,6	0,0	138,0	0,0	1 766,0	0,0	4 568,7	0,1
R. Guinée	567,0	0,0	4 190,9	0,1	1 952,2	0,1	2 910,6	0,1	5 739,2	0,1
Mauritanie	2 861,0	0,1	2 927,5	0,1	5 224,9	0,2	3 629,9	0,1	6 956,9	0,2
Autres fournisseurs	765 821,9	23,6	780 948,8	23,4	725 579,4	22,5	937 743,8	24,0	1 111 334,3	24,7
Continent américain	236 168,7	7,3	215 917,5	6,5	218 512,4	6,8	274 989,9	7,0	276 370,4	6,1
Continent asiatique	774 015,0	23,9	864 346,6	25,9	949 689,2	29,5	1 114 292,2	28,5	1 259 884,3	28,0
Continent africain	580 104,7	17,9	648 580,5	19,4	549 144,5	17,0	654 347,7	16,8	858 459,9	19,1
Continent européen	1 596 044,3	49,2	1 573 319,3	47,2	1 456 244,0	45,2	1 827 091,1	46,8	2 081 006,4	46,2
Autres	58 623,5	1,8	32 667,3	1,0	48 370,2	1,5	35 030,6	0,9	27 912,3	0,6

Sources : ANSD/BCEAO

La part du continent africain dans les importations totales a augmenté de 2,3 points de pourcentage à 19,1% en 2018. Les acquisitions en provenance de l'UEMOA et des autres pays de la CEDEAO sont évaluées respectivement à 211,9 Mds et à 429,1 Mds. Le principal fournisseur du Sénégal demeure le Nigeria. Les importations en provenance de ce pays sont chiffrées à 388,9 Mds, tirées par les achats de produits pétroliers.

I.1.2.b. Composition des importations de biens

L'analyse des importations par groupe de produits fait ressortir notamment une hausse des achats de produits pétroliers, des biens intermédiaires et, dans une moindre mesure, des produits alimentaires.

Tableau 7 : Évolution des importations (CAF) de marchandises générales (en millions de FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018
Produits alimentaires	598 433,1	629 708,4	618 393,2	767 654,1	788,143.2
Autres biens de consommation	366 128,6	389 915,4	366 080,8	410 711,9	440 225,0
Produits pétroliers	956 199,3	778 698,1	637 408,4	856 133,2	1,254,412.1
Biens intermédiaires	595 440,3	624 474,0	644 891,3	777 186,1	932 192.6
Biens d'équipement	652 706,8	848 600,7	856 972,1	974 300,0	961,047.9
Produits Divers	81 814,5	87 585,9	94 747,8	122 720,5	111,977.7
TOTAL (Commerce Général CAF)	3 250 722,5	3 358 982,6	3 218 493,5	3 908 705,9	4,487,998.5
Ajustements de valeur	-15 889,1	-13 878,5	-9 926,8	-11 425,1	-12,853.2
Ajustements de chronologie	-45 254,0	-46 921,4	-38 768,1	-33 651,5	-31,809.1
Ajustements de champ couvert	55 376,8	46 248,8	52 161,7	42 122,2	60,297.2
IMPORTATIONS CAF AJUSTEES	3 244 956,2	3 334 431,3	3 221 960,3	3 905 751,5	4,503,633.3

Sources : ANSD/BCEAO

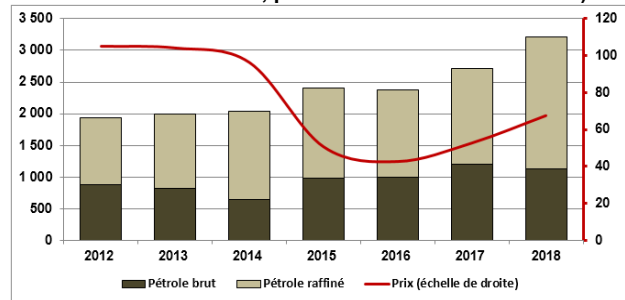
• **Les produits pétroliers**

L'évolution des importations de produits pétroliers a suivi la remontée des cours mondiaux du baril de pétrole qui a alourdi la facture (+27,5%) évaluée, valeur CAF, à 1.254,4 Mds en 2018.

La facture énergétique a augmenté aussi bien pour les produits raffinés (+56,9%) que pour le pétrole brut (+18,1%).

La hausse des quantités importées de produits finis est liée à la baisse de l'activité de raffinage.

Graphique 12 : Importations de produits pétroliers (quantité en milliers de tonnes, prix en milliers de FCFA/tonne)

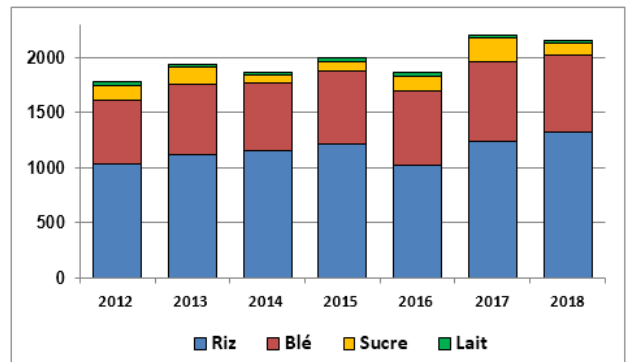


Sources : BCEAO / ANSD

• **Les produits alimentaires**

Évaluées à 788,1 Mds en 2018 contre 767,7 Mds en 2017, les importations de produits alimentaires représentent 17,3% des acquisitions de marchandises générales. La facture alimentaire a progressé de 2,6% par rapport à 2017, tirée notamment par les achats de riz, de lait et d'autres produits alimentaires. Il convient de relever la baisse des ordres d'achat de blé (-0,8%) et de sucre (-58,0%). Les importations de produits alimentaires représentent 6,0% du PIB en 2018 contre 6,3% en 2017. Les importations de riz (CAF) ont progressé de 7,0% à 266,4 Mds. Les quantités ont augmenté de la même proportion à 1.323,1 milliers de tonnes. La facture alimentaire s'est également ressentie de la hausse des achats de produits laitiers (+2,3%) ainsi que des autres produits alimentaires (+13,6%).

Graphique 13 : Importations de produits alimentaires (en milliers de tonnes)



Sources : BCEAO / ANSD

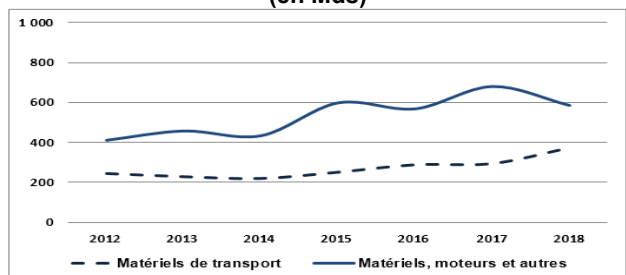
Pour leur part, les importations du sucre ont diminué sous l'effet conjugué de la baisse des volumes (-50,2%) et des prix (-15,9%) ainsi que de la bonne tenue de la production locale. Les ordres d'achat de sucre ont diminué de 58% à 29,6 Mds en 2018. Les approvisionnements en blé ont diminué de 0,8% sous l'effet combiné de la baisse des volumes importés (-4,2%) et de la hausse des cours (+3,5%).

• **Les biens d'équipement**

Les acquisitions de biens d'équipement constituent 21,0% des importations. Elles sont composées de matériels de transport, de machines et moteurs ainsi que d'autres produits.

Les achats de biens d'équipement sont évalués à 961,0 Mds en 2018, après un niveau de 974,3 Mds en 2017, soit un repli de 1,4%, imputable notamment aux achats de machines et moteurs ainsi que des autres équipements (-13,8%).

Graphique 14 : Importations de biens d'équipement (en Mds)



Sources : BCEAO/ANSD

**Tableau 8 : Evolution des importations de marchandises générales ajustées
(CAF en Mds de FCFA, Volume en milliers de tonnes)**

	2014		2015		2016		2017		2018	
	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%
Produits alimentaires	598,4	18,4	629,7	18,8	618,4	19,2	767,7	19,7	788,1	17,3
Riz	205,6	6,3	226,4	6,8	191,3	5,9	249,1	6,4	266,4	5,8
Volume	1 156,8		1 222,3		1 026,2		1 236,1		1323,1	
Prix	177,8		185,5		186,4		201,5		201,3	
Blé	88,2	2,7	88,8	2,7	78,3	2,4	89,2	2,3	88,4	1,9
Volume	614,8		654,5		668,5		728,8		698,2	
Prix	143,4		135,7		117,1		122,4		126,7	
Sucre	22,7	0,7	26,4	0,8	48,7	1,5	70,6	1,8	29,6	0,6
Volume	73,7		89,0		135,3		215,8		107,4	
Prix	308,2		296,8		360,0		327,3		275,2	
Lait	41,5	1,3	42,0	1,3	36,9	1,1	34,2	0,9	35,0	0,8
Volume	23,3		30,2		32,4		26,6		26,3	
Prix	1 776,9		1 391,3		1 138,1		1 283,8		1330,0	
Autres	240,4	7,4	246,2	7,4	263,2	8,2	324,5	8,3	368,8	8,1
Volume	656,6		556,7		625,3		739,3		805,4	
Prix	366,2		439,8		420,9		439,0		457,9	
Produits pétroliers	939,8	29,0	778,7	23,4	637,4	19,8	856,1	21,9	1 254,4	27,5
Pétrole brut	212	6,6	201,9	6,1	181,2	5,6	252,0	6,5	297,5	6,5
Volume	648,2		987,8		996,0		1 198,4		1 120,9	
Prix	327,1		204,4		181,9		210,3		265,4	
Produits finis	584,9	18,0	419,9	12,6	362,0	11,2	487,5	12,5	764,7	16,8
Volume	1 385,7		1 418,9		1 374,7		1 508,4		2 088,4	
Prix	422,1		295,9		263,4		323,2		366,2	
Autres produits pétroliers	142,9	4,4	156,9	4,7	94,2	2,9	116,6	3,0	192,2	4,2
Biens intermédiaires	595,4	18,4	624,5	18,7	644,9	20,0	777,2	19,9	932,2	20,5
Biens d'équipement	652,7	20,1	848,6	25,4	857,0	26,6	974,3	25,0	961,0	21,1
Matériels de transport	217,6	6,7	249,7	7,5	287,9	8,9	293,9	7,5	374,8	8,2
Machines & moteurs	305,7	9,4	420,5	12,6	397,2	12,3	432,0	11,1	389,3	8,6
Autres produits	129,5	4,0	178,4	5,3	171,9	5,4	248,3	6,4	196,9	4,3
Autres Biens	458,5	14,1	453,4	14,2	464,3	14,4	530,5	13,6	617,8	13,6
IM20PORTATIONS CAF AJUSTEES	3 244,9	100,0	3 334,8	100,0	3 221,9	100,0	3 905,8	100,0	4 553,6	100,0

Sources : ANSD / BCEAO

Encadré A : Structure des échanges de biens et contributions par groupe de produits

Les échanges de biens entre le Sénégal et le reste du monde sont caractérisés, sur la période 2010-2018, par une forte dépendance du pays aux produits alimentaires, énergétiques. Quant aux exportations, elles sont concentrées sur un nombre limité de produits non ou peu transformés dont la valeur commerciale est faible.

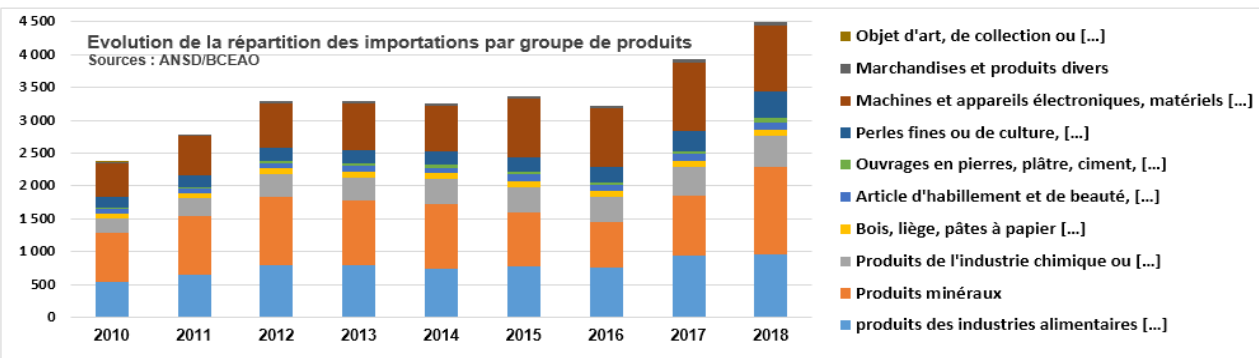
1. Composition des importations

La structure des approvisionnements extérieurs du Sénégal peut être analysée sur deux périodes : 2010-2013 et 2014-2018.

Au titre de la première période, les importations sont marquées par une prépondérance des acquisitions de produits minéraux (915,9 Mds ; 31,3%), alimentaires (691,7 Mds ; 23,6%), de biens d'équipement (628,8 Mds ; 21,4%) et de produits chimiques (304,3 Mds ; 10,3%).

Au cours de la seconde période, la composition des importations a connu des mutations significatives avec une baisse de 5,7 points de la part des achats de produits minéraux (942,4 Mds ; 25,6%), même s'ils restent dominants dans la structure des acquisitions. Les biens d'équipement occupent la 2^{ème} position, leur part ayant augmenté de 3,6 points (907,5 Mds ; 25,0%).

Cette progression des acquisitions de biens d'équipement est liée à la mise en œuvre de projets d'infrastructure. Ils sont suivis par les produits alimentaires (836,6 Mds ; 23,0%), qui constituent une composante essentielle des approvisionnements et dont le niveau reflète les habitudes de consommation, ainsi que par les produits chimiques (419,0 Mds ; 11,5%). Ces deux groupes de produits occupent respectivement le troisième et le quatrième rangs au titre des achats de biens, entre 2014 et 2018. Les parts des autres groupes restent marginales au cours de la période.



2. Composition des exportations

Les exportations de biens du Sénégal évoluent à un rythme constant avec une croissance moyenne annuelle de 8,0% et de 8,3% respectivement au cours des deux périodes d'analyse.

Les ventes extérieures de biens sont ressorties, en moyenne, à 1239,0 Mds au titre de la première période et à 1650,0 Mds au cours de la seconde période. Cette progression traduit une hausse des contributions des produits alimentaires et minéraux, en constante progression sur toute la période. En moyenne, les expéditions de produits alimentaires sont passées de 372,4 Mds (30,0%) à 576,4 Mds (35%).

Les produits minéraux ont également contribué à la dynamique des exportations (325,8 Mds ; 26%) et (439,5 Mds ; 27,0%).

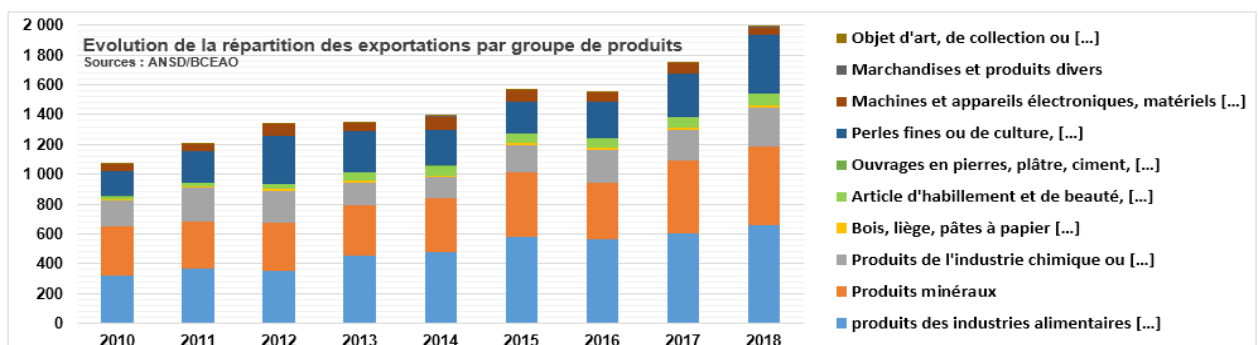
Il convient de noter la contre-performance en 2016 (-1,1%).

Cette baisse des expéditions s'explique notamment par celle des ventes extérieures d'huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux et de phosphate de calcium. La part moyenne des exportations de produits minéraux s'est stabilisée à 26,6%.

Les produits de l'industrie chimique occupent la troisième position des exportations (193,6 Mds ; 16,0%) et (200,5 Mds ; 12,0%).

Globalement, les produits primaires constituent l'essentiel des exportations de biens du Sénégal. Sous ce constat, il conviendrait de renforcer les mesures portant sur la transformation locale des produits, en particulier les produits agricoles, la diversification des exportations et la consolidation de la base productive.

La mise en œuvre de ces mesures constitue le prélude d'une nouvelle étape pour inverser progressivement le déficit structurel du compte commercial et requiert la conjugaison des efforts de l'ensemble des autorités et opérateurs concernés.



Encadré B : Ajustement des données du Commerce

Les données nécessaires à l'élaboration de la balance des paiements sont tirées de plusieurs sources notamment, les statistiques du commerce international des biens, les enquêtes auprès des entreprises et les données fournies par les partenaires économiques et financiers.

Les Statistiques du Commerce International de Marchandises (SCIM) sont les principales sources d'informations sur les produits échangés (importation et exportation). Elles peuvent être établies sur la base du commerce spécial ou général. Le second système est recommandé, aux fins des statistiques des comptes internationaux, en ce qu'il retrace les mouvements des biens qui entrent sur le territoire économique, y compris dans les entrepôts de douane et dans les zones franches. Pour une meilleure appréciation des échanges sur les principaux produits importés et exportés, les informations sont complétées par les données recueillies auprès des opérateurs économiques.

En effet, les données fournies par la Douane font état du mouvement physique des biens qui franchissent la frontière, tandis que pour la Balance des Paiements, les transactions sur marchandises générales sont enregistrées à la date de transfert de propriété aux prix du marché. Les biens sont considérés comme changeant de propriétaire lorsque les parties comptabilisent les biens dans leurs livres comme actifs réels et apportent les modifications correspondantes à leurs actifs et passifs financiers.

La disponibilité des différentes informations permet de procéder à des ajustements pour répondre à la méthodologie d'établissement de la balance des paiements, en termes de champ couvert, de transfert de propriété et d'évaluation des transactions.

Ajustements de champ couvert : les statistiques du commerce extérieur sont ajustées des données du commerce frontalier ainsi que des estimations des services douaniers sur le commerce frauduleux. Par ailleurs, un reclassement des exportations d'or non monétaire est effectué pour tenir compte de l'exclusion de ce produit du champ des marchandises générales, conformément à la méthodologie de la sixième édition du manuel de la balance des paiements.

Ajustements de chronologie : ils sont fondés sur le fait que les transactions enregistrées sont celles effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet de corriger l'écart issu des décalages entre les dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les services douaniers et les opérateurs.

Ajustements de valeur : un problème d'évaluation se pose dans certains cas, en raison notamment de l'utilisation de valeurs spécifiques dans les statistiques douanières, dans la mesure où de telles valeurs peuvent être différentes de celles obtenues en appliquant les prix de marché qui doivent être retenus pour la valorisation des marchandises en balance des paiements.

En pratique, pour chaque produit, le prix du marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et celui résultant des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières.

I.2- BALANCE DES SERVICES

Au cours de la période sous revue, le déficit de la balance des services s'est dégradé de 34,3 Mds, sous l'effet de l'alourdissement du fret (+42,2 Mds), induit par la progression des importations. Le solde du compte s'est également ressenti de l'accroissement des services spécialisés fournis par les non-résidents, au profit notamment des entreprises minières et pétrolières.

Cette évolution a été légèrement atténuée par l'amélioration des postes «voyages» (+26,8 Mds), en relation avec l'augmentation du taux de fréquentation des visiteurs. Le poste «autres services» est ressorti en nette dégradation sous l'effet de la baisse de l'excédent des services de communication et des autres services aux entreprises.

Tableau 9 : Evolution des principaux soldes de la balance des services (en millions de FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018
Transports	-319,577.8	-340,631.8	-328,155.2	-390,390.1	-429,762.8
dont Fret	-293,674.4	-301,592.7	-287,929.3	-345,680.0	-387,906.2
Voyages	135,818.0	138,985.7	144,104.1	154,222.1	180,977.7
Autres Services	117,946.4	133,146.1	111,291.9	116,751.3	95,037.4
Services	-65,577.5	-68,500.0	-72,759.2	-119,416.7	-153,747.7

Source : BCEAO

I.2.1. Transports

Les services de transport affichent un déficit de 429,8 en 2018 contre 390,4 Mds en 2017, soit une dégradation de 39,4 Mds, tirée principalement par le déficit des transports maritimes dont l'évolution reflète celle des importations de marchandises.

Tableau 10 : Evolution des transports (en millions de FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018
Passagers	-36,520.0	-47,235.2	-47,912.2	-53,129.0	-51,291.6
Fret (net)	-293,674.4	-301,592.7	-287,929.3	-345,680.0	-387,906.2
Autres activités connexes	10.670.6	8.072.3	7.686.3	8.256.0	9.435.0
Solde	-319,577.8	-340,755.6	-328 155,2	-390,390.1	-429,762.8

Source : BCEAO

I.2.2. Voyages

Le poste «voyages» retrace les services nets du tourisme. L'excédent du compte s'est consolidé aussi bien pour les voyages à titre professionnel que personnel. Au total, les recettes touristiques⁴ sont évaluées à 275,7 Mds contre 243,9 Mds en 2017. L'accroissement des revenus touristiques reflète, en partie, les mesures prises pour renforcer la compétitivité des produits et services touristiques.

⁴ Les recettes ont été appréciées sur la base de la dépense journalière et de la durée de séjour qui varient selon le site d'hébergement.

Tableau 11 : Evolution du poste voyages (en millions de FCFA)

Années		2014	2015	2016	2017	2018
Voyages		135,818.0	138,985.7	144,104.1	154,222.1	180,977.7
A titre professionnel	recettes	43,675.0	44,199.1	46,227.4	48,594.2	55,941.6
	dépenses	38,134.7	38,748.0	42,054.9	43,123.1	44,153.4
A titre personnel	recettes	165,444.9	173,668.1	184,706.4	195,332.6	219,749.2
	dépenses	35,167.2	40,133.5	44,774.8	46,581.6	50,559.7

Source : BCEAO

I.2.3. Autres services

Le solde positif du compte des autres services s'est dégradé de 21,6 Mds pour se situer à 95,0 Mds. L'évolution des autres services est liée à la baisse du solde des services de communication (-17,1 Mds) et des autres services aux entreprises (-13,7 Mds). Cette tendance a été atténuée par l'amélioration des services de construction (+5,3 Mds) ainsi que des biens et services des administrations publiques non considérés ailleurs (+4,4 Mds).

Tableau 12 : Evolution des autres services (en millions de FCFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
Autres services	117,946.4	133,146.1	111,291.9	116,751.2	95,037.4
Travaux de construction	7,341.9	6,755.1	9,473.7	17,058.7	22,397.7
Services d'assurance et de retraite	-58,448.0	-60,874.8	-62,052.9	-63,772.4	-65,626.0
Services financiers	-384.8	-403.3	-703.1	-647.5	532.2
Services des télécommunications	77,829.8	83,392.9	72,372.1	62,251.2	45,164.5
Autres services aux entreprises	35,420.1	32,969.8	22,736.5	22,449.6	8,792.7
Biens et services des administrations non considérés ailleurs	59,266.6	74,139.6	69,465.6	79,411.6	83,776.3

Source : BCEAO

I.3. COMPTE DE REVENU PRIMAIRE

Le compte de revenu primaire enregistre les rémunérations des salariés, les revenus d'investissement ainsi que les autres revenus primaires (loyers, impôts et subventions sur les produits et la production). Le solde déficitaire du compte du revenu primaire est ressorti à -333,7 Mds en 2018 contre -340,9 Mds en 2017 contre, soit une atténuation de 7,2 Mds, reflétant une baisse des sorties nettes au titre des dividendes versés aux actionnaires non-résidents.

Tableau 13 : Evolution des soldes du compte de revenu primaire (en millions de FCFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
Rémunération des salariés	51,244.1	53,975.1	55,776.2	59,154.7	60,049.9
Revenus des investissements	-242,562.8	-290,331.9	-356,103.3	-405,235.0	-401,337.8
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-58,626.3	-126,100.0	-139,870.0	-178,290.0	-210,340.0
Autres revenus primaires	4,826.5	4,836.3	4,944.0	5,117.6	7,533.7
Revenu primaire net	-186,512.3	-231,520.4	-295,383.4	-340,962.7	-333,754.2

Source : BCEAO

L'atténuation du déficit du revenu primaire a été imprimée par celle des revenus des investissements directs (-3,9 Mds) en liaison avec les sorties nettes, au titre des dividendes distribués, moins élevées, comparativement à l'année 2017.

Le profil du compte primaire est lié aux intérêts sur la dette extérieure publique qui sont ressortis à 210,3 Mds contre 178,3 Mds, en relation avec les capitaux étrangers mobilisés pour financer les projets d'investissement. Le rapport des paiements d'intérêt de la dette publique sur les sorties nettes des revenus primaires ressort à 63,0% en 2018 contre 52,6% en 2017, soit une hausse de 10,4 points.

I.4- COMPTE DE REVENU SECONDAIRE

Structurellement excédentaire, le solde du compte de revenu secondaire s'est consolidé, en lien essentiellement avec le dynamisme des transferts nets de fonds des migrants (+8,7 Mds). S'agissant des transferts nets au profit des administrations publiques, ils se sont inscrits en baisse de 10,6 Mds.

Tableau 14 : Evolution des revenus secondaires (en millions de FCFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
Transferts courants des Administrations Publiques	83,555.3	51,997.4	31,186.5	45,321.5	34,672.7
Transferts courants des autres secteurs	885,879.3	963,772.0	1,029,183.1	1,096,872.9	1,108,812.1
<i>dont envois de fonds des travailleurs migrants (net)</i>	754,197.8	824,228.7	887,650.9	950,910.4	959,624.6
Revenu secondaire net	969,434.5	1,015,769.4	1,060,369.6	1,142,194.4	1,143,484.8

Source : BCEAO

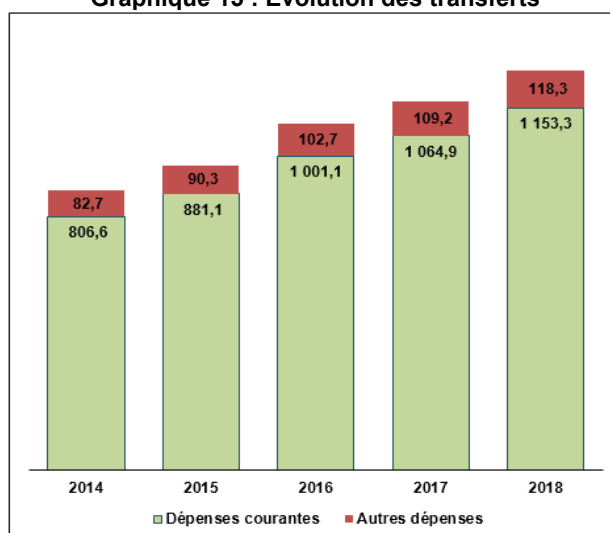
Les réceptions, au titre des envois de fonds des migrants, ont progressé de 8,3% en 2018 pour atteindre 1.271,6 Mds⁽⁴⁾, soit 10,0% du PIB.

L'analyse des transferts par motif économique fait ressortir une prépondérance des dépenses courantes, une faible part étant destinée à l'investissement.

Les raisons économiques des transferts portent principalement sur le soutien aux besoins courants (91,3%), les autres opérations (1,1%), seule une proportion de 7,6% des ressources est consacrée à l'investissement.

Les transferts reçus du reste du monde ressortent à 1.271,6 Mds en 2018 contre 1.174.1 Mds un an plus tôt, soit une progression de 8,3%. En relation avec l'importance de la diaspora sénégalaise, le continent européen est la principale zone de provenance des transferts reçus. Ils ont progressé de 13,0% et représentent 64,6% du montant total des transferts. La structure géographique montre également une hausse des transferts reçus du continent africain (8,3%).

Graphique 15 : Evolution des transferts



Source : BCEAO

(4) Ce montant prend en compte les transferts transitant par les circuits informels.

II. COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital enregistre les transferts en capital ainsi que les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits. Le solde excédentaire est chiffré à 244,7 Mds contre 223,6 Mds en 2017, soit une hausse de 21,5 Mds par rapport à l'année 2017.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital (en millions de FCFA)

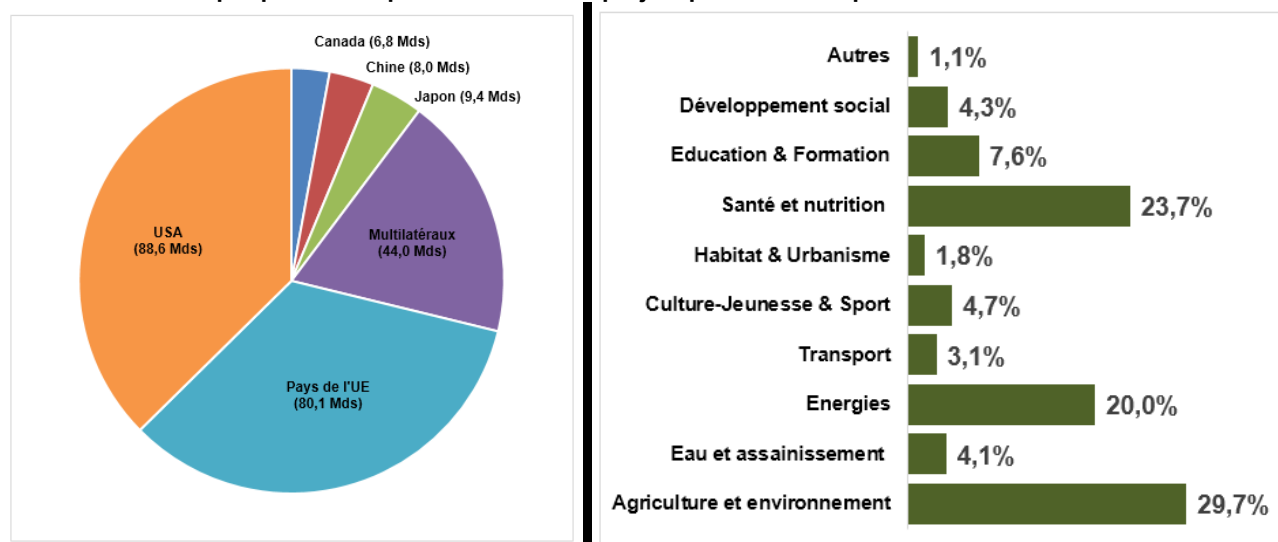
Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	-5,214.0	-1,658.0	-2,661.0	-2,135.2	-3,047.3
Transferts en capital	221,273.7	204,318.8	217,490.2	225,776.4	247,767.8
Administration Publique	213,199.0	196,174.1	208,444.2	217,016.0	236,992.2
Autres secteurs	8,074.7	8,144.7	9,046.0	8,760.4	10,775.6
Solde du compte de capital	216,059.7	202,660.8	214,829.0	223,641.2	244,720.5

Source : BCEAO

Le déficit du solde des transactions au titre des acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits, traditionnellement faible, ressort -3,0 Mds en 2018.

Les transferts en capital sont arrêtés à 247,8 Mds en 2018 et sont tirés principalement par les dons en capital en faveur de l'Etat. Les subventions reçues ont été accordées principalement par les Etats Unis (88,6 Mds), les pays de l'Union Européenne (80,1 Mds), les bailleurs multilatéraux (44,0 Mds), le Japon (9,4 Mds), la Chine (8,0 Mds) et le Canada (6,8 Mds). Les fonds ont été destinés notamment au secteur de l'agriculture et de l'environnement (29,7%), à la santé et de la nutrition (23,7%) et à l'énergie (20,0%).

Graphique. 16 : Répartition des dons projets par bailleur et par secteur bénéficiaire



Sources : BCEAO/DCFE

Au total, le solde des transactions courantes et en capital cumulé (besoin de financement) est ressorti déficitaire à 985,7 Mds contre 663,5 Mds, en aggravation de 322,2 Mds par rapport à l'année 2017.

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier, présenté selon l'optique analytique⁵ de la BCEAO, retrace les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs vis-à-vis des non-résidents. Il décrit comment le besoin (la capacité) de financement de l'économie a été couvert (utilisée). Les rubriques sont les investissements directs étrangers (IDE), les investissements de portefeuille, les dérivés financiers et les autres investissements.

Le besoin de financement, chiffré à 985,7 Mds contre 663,5 Mds en 2017⁶, a été couvert par des engagements nets au titre des IDE (-441,6 Mds), des investissements de portefeuille (-858,9 Mds) et des autres investissements (-207,6 Mds).

Les entrées nettes d'IDE sont constituées de titres de participation (-222,9 Mds) et d'instruments de dettes (-218,7 Mds). La bonne tenue des IDE est liée, en partie, aux perspectives de l'exploitation des ressources pétrolières et gazières ainsi que de nouvelles mines d'or tandis que l'accroissement de passifs au titre des investissements de portefeuille s'explique par l'emprunt obligataire émis sur le marché financier international par l'Etat.

Le profil des autres investissements est imprimé essentiellement par les prêts et emprunts de l'Etat et les crédits commerciaux. En 2018, le solde est ressorti à -207,6 Mds, reflétant des acquisitions nettes d'actifs de 389,1 Mds et des accroissements nets de passifs de 596,7 Mds. Au titre des passifs, il convient de souligner les ressources nettes de 251,4 Mds mobilisées par l'Etat auprès des partenaires multilatéraux et bilatéraux dans le cadre du financement de ses projets d'investissement.

Tableau 16 : Evolution du compte financier (en millions de FCFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
Investissements directs	-185,474.2	-223,361.0	-147,290.5	-293,741.3	-441,598.4
Investissements de portefeuille	-256,975.0	-188,248.7	76,509.6	-524,705.4	-858,865.6
Autres investissements	-220,624.7	-100,251.3	-232,907.1	42,571.3	-207,646.9
Solde du compte financier	-663,073.9	-511,861.0	-303,688.0	-775,875.4	-1,508,110.9

Source : BCEAO

IV. CAPITAUX MONETAIRES

IV.1- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts (AID)

Les actifs extérieurs nets (AEN) des autres institutions de dépôts sont ressortis à 652,8 Mds contre 507,7 Mds en 2017, soit une variation positive de 145,1 Mds. Cette évolution de la position extérieure des banques est liée à une augmentation des créances sur les non-résidents (+210,6 Mds) et des engagements extérieurs (+65,5 Mds).

La variation positive des créances sur les non-résidents résulte d'une hausse des dépôts (+42,4 Mds) et des titres autres qu'actions (+213,2 Mds), atténuée par une baisse des crédits (-68,9 Mds) accordés aux non-résidents.

L'évolution des engagements est imputable à un accroissement des dépôts (+95,2 Mds) atténué par une contraction des crédits (-30,9 Mds) accordés par des non-résidents.

⁵ La présentation de la balance des paiements selon l'optique analytique déduit des investissements de portefeuille et des autres investissements, les flux concernant la Banque Centrale et les autres institutions de dépôt, qui sont inclus dans les avoirs extérieurs nets, en dessous de la ligne du solde global.

⁶ Le passage à la méthodologie de la sixième édition s'est traduit par un changement de convention sur la présentation des données du compte financier. Les augmentations ou diminutions d'actifs sont retracées en termes nets (+/-) à la colonne « accroissement net d'actifs » et les variations nettes de passifs à la colonne « accroissement net de passifs ».

Tableau 17 : Variation du stock des avoirs et des engagements des autres institutions de dépôts (en Mds FCFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
Créances sur les non-résidents	628.6	801.9	1,214.0	1,241.1	1,451.7
Engagements extérieurs	638.0	629.9	780.9	733.4	798.9
ACTIFS EXTERIEURS NETS	-9.4	172.0	433.1	507.7	652.8

Source : BCEAO

IV.2- Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale sont passés de 789,0 Mds en 2017 à 1.171,1 Mds, soit une amélioration de 382,1 Mds (compte non tenu des contreparties de réévaluation), résultat d'une hausse modérée des engagements extérieurs (+0,4 Md) et d'une progression des créances extérieures (382,6 Mds). La dynamique des avoirs extérieurs est imputable essentiellement aux autres avoirs extérieurs qui ont augmenté de 374,9 Mds par rapport à leur niveau de 2017.

Tableau 18 : Evolution du stock des avoirs et engagements de la Banque Centrale (en Mds FCFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
AVOIRS	1,111.2	1,200.0	973.1	1,034.4	1,417.0
Avoirs officiels de réserve	112.4	94.5	78.7	35.3	43.0
Autres actifs extérieurs	998.7	1,105.5	894.4	999.1	1,374.0
ENGAGEMENTS	256.9	251.2	235.1	245.4	245.8
Engagements extérieurs à court terme	92.2	78.2	56.8	34.0	15.4
Autres engagements extérieurs	164.7	173.1	178.3	211.4	230.4
ACTIFS EXTERIEURS NETS	854.3	948.8	738.0	789.0	1,171.1

Source : BCEAO

Évalué suivant l'optique des actifs extérieurs nets du système monétaire, le solde global de la balance des paiements affiche un excédent de 527,2 Mds contre 125,6 Mds en 2017. Cet excédent résulte d'une amélioration de la position extérieure de la BCEAO (+382,1 Mds) et des actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts (+145,1 Mds).

V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La Position Extérieure Globale (PEG) retrace, à une date d'arrêté, la valeur des avoirs de l'économie sur le reste du monde et celle des passifs financiers de l'économie à l'égard des entités non résidentes. Pour sa part, la Position Extérieure Globale Nette (PEGN), différence entre les actifs et les passifs financiers extérieurs, nette des autres flux, indique la position du pays (créditrice ou débitrice nette) vis-à-vis du reste du monde.

La PEGN est ressortie débitrice à 6.643,0 Mds contre 5.701,0 Mds un an plus tôt, soit une dégradation de 942,0 Mds, reflétant le financement du solde des opérations non financières. Cette dégradation traduit une hausse plus importante des engagements (+1.967,1 Mds) que celle des avoirs (+1.025,1 Mds) qui se sont établis respectivement à 11.519,2 Mds et à 4.876,2 Mds en 2018.

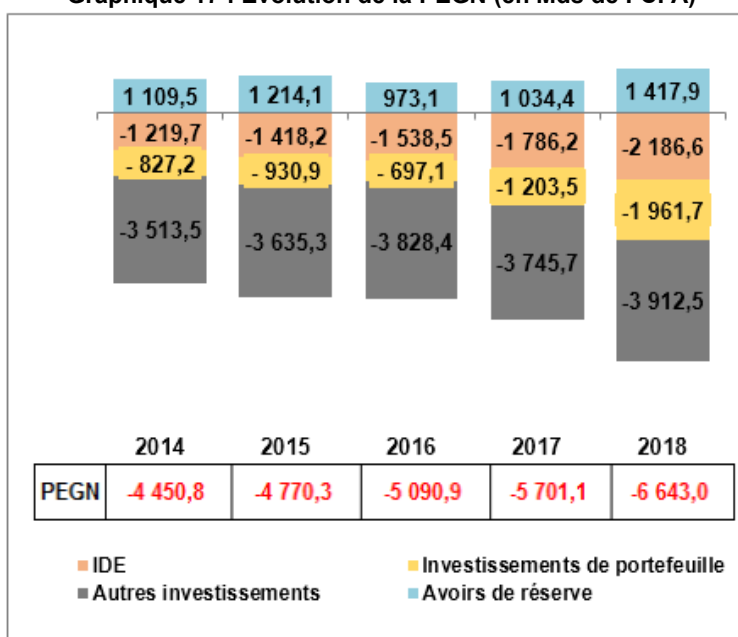
L'accroissement des engagements est lié aux capitaux mobilisés au titre des investissements directs étrangers (IDE) (+423,2 Mds), des investissements de portefeuille (+938,8 Mds) et des autres investissements (+605,1 Mds).

L'orientation à la hausse des avoirs est imputable aux autres investissements (+438,2 Mds), aux avoirs de réserve (+383,5 Mds), aux investissements de portefeuille (+180,7 Mds) et aux investissements directs (+22,8 Mds).

Il convient de relever la consolidation des avoirs de réserve de 383,5 Mds qui se sont établis à 1.417,9 Mds.

Au total, la dégradation de la position extérieure d'un montant de 942,0 Mds reflète notamment l'accroissement des engagements nets des investissements directs (+400,4 Mds), des investissements de portefeuille (+758,2 Mds) ainsi que des autres investissements (+166,8 Mds).

Graphique 17 : Evolution de la PEGN (en Mds de FCFA)



Du point de vue de l'orientation géographique, le Sénégal a une position extérieure globale créditrice vis-à-vis des autres pays de l'UEMOA (+634,6 Mds) et débitrice vis-à-vis des pays de la Zone euro (-2.853,2 Mds) et des autres pays (-4.424,4 Mds).

Tableau 19 : Position extérieure globale par zone (en millions)

Rubriques	UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
Avoirs				
Investissements directs étrangers	112 903,2	108 355,5	211 109,1	432 367,8
Investissements de portefeuille	967 012,5	83 693,9	5 546,0	1 056 252,4
Autres investissements	941 324,4	826 211,0	202 199,7	1 969 735,1
Avoirs de réserve	43 617,0	0,0	1 374 245,5	1 417 862,5
Total	2 064 857,1	1 018 260,4	1 793 100,3	4 876 217,8
Engagements				
Investissements directs étrangers	126 858,9	1 776 295,0	715 859,6	2 619 013,5
Investissements de portefeuille	430 419,4	237 499,1	2 350 053,9	3 017 972,4
Autres investissements	872 960,9	1 857 706,6	3 151 557,7	5 882 225,2
Total	1 430 239,2	3 871 500,7	6 217 471,2	11 519 211,1
Position extérieure nette	634 617,9	-2 853 240,3	-4 424 370,9	-6 642 993,3

Source : BCEAO

Hors investissements directs étrangers, le stock des engagements ressort à 8.935,2 Mds en 2018, soit 68,5% du PIB contre 60,5% en 2017.

=====

CONCLUSION

L'activité économique est restée dynamique avec une croissance du PIB réel de plus 6% pour la quatrième année consécutive. Toutefois, l'économie présente encore des vulnérabilités aux aléas de la conjoncture internationale, en particulier les cours des matières premières. En effet, sur le plan des équilibres macroéconomiques, l'année 2018 a été marquée par une accentuation des déficits jumeaux.

S'agissant de l'évolution des marchés de matières premières, les cours du pétrole se sont inscrits en hausse alors que ceux des produits hors combustibles ont enregistré une progression modérée.

La remontée des cours du pétrole a exercé une pression sur les importations (+16,0%) et, par ricochet, sur le déficit du compte commercial (+317,4 Mds). Pour leur part, les exportations ont augmenté de 12,6%, sous l'effet, notamment de la bonne tenue des expéditions de produits miniers, halieutiques, chimiques, horticoles ainsi que des produits pétroliers. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations s'est dégradé de 1,7 point à 53,2%.

Le déficit du compte courant (9,4% du PIB en 2018 contre 7,3% en 2017) s'est détérioré pour la deuxième année consécutive, atteignant ainsi plus du double de son niveau d'il y a deux ans. Il a été atténué par les transferts courants, notamment les envois de fonds des migrants évalués à 1271,6 Mds, soit 10,0% du PIB.

Globalement, l'excédent de la balance des paiements est lié aux ressources mobilisées, en particulier l'émission d'euro-obligations par l'Etat du Sénégal.

Sous ce constat, le redressement du profil du compte des transactions courantes demeure une préoccupation. A cet égard, il apparaît opportun de renforcer l'offre locale substituable aux importations et de tirer davantage profit des filières à fort potentiel d'exportation. Les stratégies à mettre en œuvre pour une réduction de la facture des importations de produits alimentaires manufacturés méritent, à ce titre, une attention particulière.

Sous ce registre, le développement du tissu productif (industrie agroalimentaire, minière, etc.) et la poursuite de l'accompagnement de l'Etat à rendre le secteur du tourisme plus compétitif contribueraient au renforcement de la résilience de l'économie.

Par ailleurs, le financement de projets structurants devrait renforcer le rôle de levier de l'investissement public et ses effets d'entraînement sur l'économie par la consolidation des capacités d'offre dans un contexte d'amélioration du climat des affaires.

Enfin, des synergies sous-régionales permettraient également de développer une offre de services de transports pour alléger le poids du fret et réduire la demande extérieure des pays de l'Union. Ces efforts, en matière d'intégration commerciale, contribueraient à la consolidation de la croissance économique tout en réduisant l'impact des règlements d'importations sur le pool de devises.



ANNEXES

Balance des Paiements
Fréquence : Annuelle
Année : 2018

Code SDMX	Libellé poste	2017			2018			
		Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	
1	100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	4 295 456,5	5 182 620,8	-887 164,3	4 713 098,3	5 943 524,4	-1 230 426,1
1.A	011000_1_B_N_N_E	. -- Biens et services	2 666 192,9	4 354 588,9	-1 688 396,0	2 936 696,4	4 976 853,1	-2 040 156,7
1.A.a	110000_1_B_N_N_E	. ---- Biens	1 907 854,7	3 476 834,0	-1 568 979,3	2 147 407,2	4 033 816,2	-1 886 409,0
1.A.a.1	111000_1_B_N_N_E	. ---- Marchandises générales, base balance des paiements	1 659 265,5	3 476 118,8	-1 816 853,3	1 794 016,2	4 033 003,7	-2 238 987,5
1.A.a.1.1	11100z_1_B_N_N_E	. ---- Dont : Réexportations	5 187,8	0,0	5 187,8	5 525,0	0,0	5 525,0
1.A.a.2	112000_1_B_N_N_E	. ---- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	2 022,4	0,0	2 022,4	2 608,9	0,0	2 608,9
1.A.a.2.1	112100_1_B_N_N_E	. ---- Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.a.2.2	112200_1_B_N_N_E	. ---- Biens vendus dans le cadre du négoce international	2 022,4	0,0	2 022,4	2 608,9	0,0	2 608,9
1.A.a.3	113000_1_B_N_N_E	. ---- Or non monétaire	246 566,8	715,2	245 851,6	350 782,1	812,5	349 969,6
1.A.b	120000_1_B_N_N_E	. ---- Services	758 338,2	877 754,9	-119 416,7	789 289,2	943 036,9	-153 747,7
1.A.b.1	121000_1_B_N_N_E	. ---- Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	1 026,7	341,2	685,5	1 102,9	387,2	715,7
1.A.b.1.1	121100_1_B_N_N_E	. ---- Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.1.2	121200_1_B_N_N_E	. ---- Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	1 026,7	341,2	685,5	1 102,9	387,2	715,7
1.A.b.2	122000_1_B_N_N_E	. ---- Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	8 118,3	5 247,1	2 871,2	8 647,8	8 081,7	566,1
1.A.b.3	123000_1_B_N_N_E	. ---- Transport	79 370,2	469 760,3	-390 390,1	89 855,6	519 618,4	-429 762,8
1.A.b.3.0	123100_1_B_N_N_E	. ---- Pour tous les modes de transports	79 031,3	469 584,3	-390 553,0	89 521,7	519 429,6	-429 907,9
1.A.b.3.0.1	123100_1_B_N_N_E	. ---- Voyageurs	28 761,4	81 890,4	-53 129,0	33 717,0	85 008,6	-51 291,6
1.A.b.3.0.1.1	123110_1_B_N_N_E	. ---- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	925,5	0,0	925,5	893,3	0,0	893,3
1.A.b.3.0.2	12311z_1_B_N_N_E	. ---- Fret	33 450,5	379 130,5	-345 680,0	37 732,2	425 638,4	-387 906,2
1.A.b.3.0.3	123120_1_B_N_N_E	. ---- Autres	16 819,4	8 563,4	8 256,0	18 072,5	8 782,6	9 289,9
1.A.b.3.1	123130_1_B_N_N_E	. ---- Transports maritimes	9 660,9	363 372,9	-353 712,0	10 056,8	408 812,7	-398 755,9
1.A.b.3.1.1	123200_1_B_N_N_E	. ---- Voyageurs	1 584,0	0,0	1 584,0	1 702,8	0,0	1 702,8
1.A.b.3.1.1.1	123210_1_B_N_N_E	. ---- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.1.2	12321z_1_B_N_N_E	. ---- Fret	1 325,6	363 372,9	-362 047,3	1 372,3	408 812,7	-407 440,4
1.A.b.3.1.3	123220_1_B_N_N_E	. ---- Autres	6 751,3	0,0	6 751,3	6 981,7	0,0	6 981,7
1.A.b.3.2	123230_1_B_N_N_E	. ---- Transports aériens	27 017,2	78 799,1	-51 781,9	30 094,8	80 588,4	-50 493,6
1.A.b.3.2.1	123300_1_B_N_N_E	. ---- Voyageurs	21 711,0	67 964,7	-46 253,7	24 424,9	68 991,2	-44 566,3
1.A.b.3.2.1.1	123310_1_B_N_N_E	. ---- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.2.2	12331z_1_B_N_N_E	. ---- Fret	1 577,0	7 322,4	-5 745,4	1 853,1	7 926,5	-6 073,4
1.A.b.3.2.3	123320_1_B_N_N_E	. ---- Autres	3 729,2	3 512,0	217,2	3 816,8	3 670,7	146,1
1.A.b.3.3	123330_1_B_N_N_E	. ---- Autres modes de transport	42 353,2	27 412,3	14 940,9	49 370,1	30 028,5	19 341,6
1.A.b.3.3.1	123400_1_B_N_N_E	. ---- Voyageurs	5 466,4	13 925,7	-8 459,3	7 589,3	16 017,4	-8 428,1
1.A.b.3.3.1.1	123410_1_B_N_N_E	. ---- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	925,5	0,0	925,5	893,3	0,0	893,3
1.A.b.3.3.2	12341z_1_B_N_N_E	. ---- Fret	30 547,9	8 435,2	22 112,7	34 506,8	8 899,2	25 607,6
1.A.b.3.3.3	123420_1_B_N_N_E	. ---- Autres	6 338,9	5 051,4	1 287,5	7 274,0	5 111,9	2 162,1
1.A.b.3.4	123430_1_B_N_N_E	. ---- Services postaux et services de messagerie	338,9	176,0	162,9	333,9	188,8	145,1
1.A.b.4	124000_1_B_N_N_E	. ---- Voyages	243 926,8	89 704,7	154 222,1	275 690,8	94 713,1	180 977,7
1.A.b.4.1	124100_1_B_N_N_E	. ---- À titre professionnel	48 594,2	43 123,1	5 471,1	55 941,6	44 153,4	11 788,2
1.A.b.4.1.1	124110_1_B_N_N_E	. ---- Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.1.2	124120_1_B_N_N_E	. ---- Autres	48 594,2	43 123,1	5 471,1	55 941,6	44 153,4	11 788,2
1.A.b.4.2	124200_1_B_N_N_E	. ---- À titre personnel	195 332,6	46 581,6	148 751,0	219 749,2	50 559,7	169 189,5
1.A.b.4.2.1	124210_1_B_N_N_E	. ---- Santé	3 443,4	6 462,1	-3 018,7	6 391,0	7 016,2	-625,2
1.A.b.4.2.2	124220_1_B_N_N_E	. ---- Education	16 132,1	22 193,5	-6 061,4	17 991,8	24 315,6	-6 323,8
1.A.b.4.2.3	124230_1_B_N_N_E	. ---- Autres	175 757,1	17 926,0	157 831,1	195 366,4	19 227,9	176 138,5
1.A.b.4.0	124000_1_B_N_N_E	. ---- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.1	124011_1_B_N_N_E	. ---- Biens	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.2	124021_1_B_N_N_E	. ---- Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.3	124031_1_B_N_N_E	. ---- Services d'hébergement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.4	124041_1_B_N_N_E	. ---- Services de restauration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5	124051_1_B_N_N_E	. ---- Autres services	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.1	124z51_1_B_N_N_E	. ---- Services de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.2	124y51_1_B_N_N_E	. ---- Services d'éducation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.5	125000_1_B_N_N_E	. ---- Travaux de construction	43 446,8	26 388,1	17 058,7	50 321,6	27 923,9	22 397,7
1.A.b.5.1	125100_1_B_N_N_E	. ---- Travaux de construction réalisés à l'étranger	28 253,8	0,0	28 253,8	30 941,4	0,0	30 941,4
1.A.b.5.2	125200_1_B_N_N_E	. ---- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	15 193,0	26 388,1	-11 195,1	19 380,2	27 923,9	-8 543,7
1.A.b.6	126000_1_B_N_N_E	. ---- Services d'assurance et de retraite	8 977,2	72 749,6	-63 772,4	9 475,5	75 101,5	-65 626,0
1.A.b.6.1	126100_1_B_N_N_E	. ---- Assurance directe	4 152,4	68 110,8	-63 958,4	4 323,7	70 018,3	-65 694,6
1.A.b.6.2	126200_1_B_N_N_E	. ---- Réassurance	3 641,2	3 408,4	232,8	3 733,7	3 563,8	169,9
1.A.b.6.3	126300_1_B_N_N_E	. ---- Services auxiliaires d'assurance	542,3	814,2	-271,9	679,3	1 099,2	-419,9
1.A.b.6.4	126400_1_B_N_N_E	. ---- Services de retraite et de garantie standardisée	641,3	416,2	225,1	738,8	420,2	318,6
1.A.b.7	127000_1_B_N_N_E	. ---- Services financiers	7 812,6	8 460,1	-647,5	9 717,3	9 185,1	532,2
1.A.b.7.1	127100_1_B_N_N_E	. ---- Services financiers explicitement facturés et autres	7 812,6	8 460,1	-647,5	9 717,3	9 185,1	532,2
1.A.b.7.2	127200_1_B_N_N_E	. ---- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	Libellé poste	2017			2018		
		Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde
1.A.b.8	128000_1_B_N_N_E	2 870,3	4 740,3	-1 870,0	3 023,1	4 861,8	-1 838,7
1.A.b.9	129000_1_B_N_N_E	152 937,5	90 686,3	62 251,2	114 163,6	68 999,1	45 164,5
1.A.b.9.1	129100_1_B_N_N_E	141 735,4	71 421,5	70 313,9	99 707,0	49 048,3	50 658,7
1.A.b.9.2	129200_1_B_N_N_E	6 238,1	9 674,9	-3 436,8	6 434,6	10 378,0	-3 943,4
1.A.b.9.3	129300_1_B_N_N_E	4 964,0	9 589,9	-4 625,9	8 022,0	9 572,8	-1 550,8
1.A.b.10	12A000_1_B_N_N_E	106 429,1	83 979,5	22 449,6	109 583,7	98 217,3	11 366,4
1.A.b.10.1	12A100_1_B_N_N_E	171,5	10 855,3	-10 683,8	518,2	21 055,3	-20 537,1
1.A.b.10.2	12A200_1_B_N_N_E	93 237,5	53 083,7	40 153,8	94 286,4	55 988,7	38 297,7
1.A.b.10.3	12A300_1_B_N_N_E	13 020,1	20 040,5	-7 020,4	14 779,1	21 173,3	-6 394,2
1.A.b.11	12B000_1_B_N_N_E	2 062,6	0,0	2 062,6	3 640,7	5 657,8	-2 017,1
1.A.b.11.1	12B100_1_B_N_N_E	1 935,0	0,0	1 935,0	3 515,0	5 657,8	-2 142,8
1.A.b.11.2	12B200_1_B_N_N_E	127,6	0,0	127,6	125,7	0,0	125,7
1.A.b.12	12C000_1_B_N_N_E	101 360,1	25 697,7	75 662,4	114 066,6	30 290,0	83 776,6
1.A.b.0.1	12D000_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B	130000_1_B_N_AL_E	194 399,9	535 362,6	-340 962,7	246 695,5	580 449,7	-333 754,2
1.B.1	131000_1_B_N_AL_E	73 718,6	14 563,9	59 154,7	76 796,8	16 746,9	60 049,9
1.B.2	300000_3_B_N_AL_E	115 405,1	520 640,1	-405 235,0	162 189,6	563 527,4	-401 337,8
1.B.2.1	310000_3_B_N_AL_E	73 199,1	248 442,6	-175 243,5	105 198,4	246 250,6	-141 052,2
1.B.2.1.1	310000_3E_B_N_AL_E	56 469,8	226 412,5	-169 942,7	89 233,1	223 137,4	-133 904,3
1.B.2.1.1.1	310000_3D_B_N_AL_E	54 756,3	194 510,1	-139 753,8	82 656,1	175 391,9	-92 735,8
1.B.2.1.1.1.1	311110_3D_B_N_AL_E	54 025,2	183 090,5	-129 065,3	73 042,1	163 185,2	-90 143,1
1.B.2.1.1.1.2	311120_3D_B_N_AL_E	415,2	3 165,3	-2 750,1	467,1	3 247,0	-2 779,9
1.B.2.1.1.1.3	311130_3D_B_N_AL_E	315,9	8 254,3	-7 938,4	9 146,9	8 959,7	187,2
1.B.2.1.1.1.3.1	311131_3D_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.2	311132_3D_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.3	311133_3D_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2	310000_3R_B_N_AL_E	1 713,5	31 902,4	-30 188,9	6 577,0	47 745,5	-41 168,5
1.B.2.1.1.2.1	310000_3T_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2.1.1	31100z_3_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2	310000_3I_B_N_AL_E	16 729,3	22 030,1	-5 300,8	15 965,3	23 113,2	-7 147,9
1.B.2.1.2.1	312100_3I_B_N_AL_E	15 701,7	19 098,5	-3 396,8	14 904,3	20 098,5	-5 194,2
1.B.2.1.2.2	312200_3I_B_N_AL_E	0,0	16,0	-16,0	0,0	24,3	-24,3
1.B.2.1.2.3	312300_3I_B_N_AL_E	1 027,6	2 915,6	-1 888,0	1 061,0	2 990,4	-1 929,4
1.B.2.1.2.3.1	312310_3I_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.2	312320_3I_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.3	312330_3I_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2M	310000_3F_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2	320000_3_B_N_AL_E	33 498,5	116 022,7	-82 524,2	48 064,8	146 210,8	-98 146,0
1.B.2.2.1	320000_3E_B_N_AL_E	3 161,9	59 752,3	-56 590,4	3 817,8	54 928,6	-51 110,8
1.B.2.2.1.1	321100_3D_B_N_AL_E	2 505,3	58 395,1	-55 889,8	2 734,7	53 455,5	-50 720,8
1.B.2.2.1.2	321200_3P_B_N_AL_E	656,6	1 357,2	-700,6	1 083,1	1 473,1	-390,0
1.B.2.2.1.2.1	321200_3D_B_N_AL_E	375,1	0,0	375,1	388,8	0,0	388,8
1.B.2.2.1.2.2	321200_3R_B_N_AL_E	281,5	1 357,2	-1 075,7	694,3	1 473,1	-778,8
1.B.2.2.2	320000_3I_B_N_AL_E	30 336,6	56 270,4	-25 933,8	44 247,0	91 282,2	-47 035,2
1.B.2.2.2.1	320000_3I_B_N_ST_E	10 160,0	9 107,4	1 052,6	10 732,0	10 852,6	-120,6
1.B.2.2.2.2	320000_3I_B_N_LT_E	20 176,6	47 163,0	-26 986,4	33 515,0	80 429,6	-46 914,6

Code SDM	Libellé poste	2017			2018		
		Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde
1.B.2.3	340000_3_B_N_AL_E	8 707,5	156 174,8	-147 467,3	8 926,4	171 066,0	-162 139,6
	----- Autres investissements						
1.B.2.3.1	340000_3D_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés						
1.B.2.3.2	340000_3I_B_N_AL_E	8 707,5	156 174,8	-147 467,3	8 926,4	171 066,0	-162 139,6
	----- Intérêts						
	----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés						
1.B.2.3.2M	340000_3F_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée						
1.B.2.3.3	340000_3P_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Avoirs de réserves						
1.B.2.4	350000_3_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement						
1.B.2.4.1	350000_3E_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Intérêts						
1.B.2.4.2	350000_3I_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)						
1.B.2.4.2M	350000_3F_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement						
1.B.3	132000_1_B_N_AL_E	5 276,2	158,6	5 117,6	7 709,1	175,4	7 533,7
	----- Autre revenu primaire						
1.B.3.1	132100_1_B_N_AL_E	4 232,4	0,0	4 232,4	6 551,1	0,0	6 551,1
	----- Taxes sur la production et importations						
1.B.3.2	132200_1_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Subventions à la production						
1.B.3.3	132300_1_B_N_AL_E	1 043,8	158,6	885,2	1 158,0	175,4	982,6
	----- Loyers						
1.C	140000_2_B_AL_AL_E	1 434 863,7	292 669,3	1 142 194,4	1 529 706,4	386 221,6	1 143 484,8
	--- Revenu secondaire						
1.C.1	140000_2_B_GG_AL_E	65 898,0	20 576,5	45 321,5	55 889,2	21 216,5	34 672,7
	----- Administrations publiques						
1.C.1.1	141000_2_B_GG_AL_E	10 215,6	0,0	10 215,6	9 303,9	0,0	9 303,9
	----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.						
	----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité						
1.C.1.1.1	14100z_2_B_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Cotisations sociales						
1.C.1.2	142000_2_B_GG_AL_E	122,0	8 603,8	-8 481,8	130,0	8 917,8	-8 787,8
	----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité						
1.C.1.2.1	14200z_2_B_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Prestations Sociales (Débit)						
1.C.1.3	143000_2_B_GG_AL_E	0,0	1 904,5	-1 904,5	0,0	1 972,4	-1 972,4
	----- Coopération internationale courante						
1.C.1.4	144000_2_B_GG_AL_E	48 542,0	10 068,2	38 473,8	38 978,3	10 326,3	28 652,0
	----- Transferts courants divers des administrations publiques (D75)						
1.C.1.5	145000_2_B_GG_AL_E	7 018,4	0,0	7 018,4	7 477,0	0,0	7 477,0
	----- Transferts courants aux ISBLSM						
1.C.1.5.1	14500z_2_B_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM						
1.C.2	140000_2_B_OS_AL_E	1 368 965,7	272 092,8	1 096 872,9	1 473 817,2	365 005,1	1 108 812,1
	----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)						
1.C.2.1	146000_2_B_OS_AL_E	1 174 061,3	223 150,9	950 910,4	1 271 567,2	311 942,6	959 624,6
	----- Envois de fonds des travailleurs						
1.C.2.1.1	14600z_2_B_OS_AL_E	1 174 061,3	223 150,9	950 910,4	1 271 567,2	311 942,6	959 624,6
	----- Autres transferts courants						
1.C.2.2	147000_2_B_OS_AL_E	194 904,4	48 941,9	145 962,5	202 250,0	53 062,5	149 187,5
	----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.						
1.C.2.0.1	141000_2_B_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Cotisations sociales						
1.C.2.0.2	142000_2_B_OS_AL_E	722,4	8 612,5	-7 890,1	740,9	9 348,5	-8 607,6
	----- Prestations sociales						
1.C.2.0.3	143000_2_B_OS_AL_E	3 333,5	31,5	3 302,0	3 384,4	31,5	3 352,9
	----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie						
1.C.2.0.4	148000_2_B_OS_AL_E	1 523,1	12 054,6	-10 531,5	1 653,2	12 966,4	-11 313,2
	----- Indemnités d'assurance dommage						
1.C.2.0.5	149000_2_B_OS_AL_E	1 510,2	3 215,2	-1 705,0	1 486,9	3 298,2	-1 811,3
	----- Coopération internationale courante						
1.C.2.0.6	144000_2_B_OS_AL_E	0,0	8,8	-8,8	0,0	0,0	0,0
	----- Transferts courants divers						
1.C.2.0.7	145000_2_B_OS_AL_E	187 815,2	25 019,3	162 795,9	194 984,6	27 417,9	167 566,7
	----- Dont : transferts courants aux ISBLSM						
1.C.2.0.7.1	14500z_2_B_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Ajustement pour variation des droits à pension						
1.C.3	14A000_2_B_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Ajustement pour variation des droits à pension						
2	200000_2_B_AL_AL_E	227 662,1	4 020,8	223 641,3	249 748,4	5 027,9	244 720,5
	. Compte de capital						
2.1	210000_2_B_AL_AL_E	0,0	2 135,2	-2 135,2	0,0	3 047,3	-3 047,3
	--- Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits						
2.2	220000_2_B_AL_AL_E	227 662,1	1 885,6	225 776,5	249 748,4	1 980,6	247 767,8
	--- Transferts de capital						
2.2.1	220000_2_B_GG_AL_E	217 016,0	0,0	217 016,0	236 992,2	0,0	236 992,2
	----- Administration publique						
2.2.1.1	221000_2_B_GG_AL_E	2 009,0	0,0	2 009,0	0,0	0,0	0,0
	----- Remises de dette						
2.2.1.2	222000_2_B_GG_AL_E	215 007,0	0,0	215 007,0	236 992,2	0,0	236 992,2
	----- Autres transferts de capital						
2.2.1.2.1	22200z_2_B_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- dont : impôts en capital						
2.2.2	220000_2_B_OS_AL_E	10 646,1	1 885,6	8 760,5	12 756,2	1 980,6	10 775,6
	----- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM						
2.2.2.1	221000_2_B_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Remises de dette						
2.2.2.2	222000_2_B_OS_AL_E	10 646,1	1 885,6	8 760,5	12 756,2	1 980,6	10 775,6
	----- Autres transferts de capital						
2.2.2.2.1	22200z_2_B_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- dont : impôts en capital (Crédit)						
2.2.2.0.1	22000z_2_B_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- dont : entre ménages						
4	019000_B_B_AL_AL_E	4 523 118,6	5 186 641,6	-663 523,0	4 962 846,7	5 948 552,3	-985 705,6
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)						

Code SDMX	Libellé poste	2017			2018			
		Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	
3	300000_4_N_AL_AL_E	- Compte financier	361 281,9	1 020 512,5	-659 230,6	1 030 822,1	2 011 775,2	-980 953,1
5	300000_4_N_AL_AL_E	- Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	361 281,9	1 020 512,5	-659 230,6	1 030 822,1	2 011 775,2	-980 953,1
3.1	310000_4_N_AL_AL_E	--- Investissement direct	47 855,0	341 596,3	-293 741,3	29 332,2	470 930,6	-441 598,4
3.1.1	311000_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation et parts de fonds de placement	22 592,5	213 649,5	-191 057,0	20 774,8	243 642,9	-222 868,1
3.1.1.1	311100_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	20 879,0	181 747,1	-160 868,1	14 197,8	195 897,4	-181 699,6
3.1.1.1.1	311110_4_N_AL_AL_E	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	20 002,3	180 016,6	-160 014,3	9 481,0	193 589,9	-184 108,9
3.1.1.1.2	311120_4_N_AL_AL_E	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	711,4	705,2	6,2	1 215,3	805,2	410,1
3.1.1.1.3	311130_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	165,3	1 025,3	-860,0	3 501,5	1 502,3	1 999,2
3.1.1.1.3.1	311131_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.2	311132_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.3	311133_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.1.2	311000_4R_N_AL_AL_E	----- Réinvestissement des bénéfices	1 713,5	31 902,4	-30 188,9	6 577,0	47 745,5	-41 168,5
3.1.1.0.1	31100z_4_N_AL_AL_E	----- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.1.0.1.1	3110zz_4_N_AL_AL_E	----- Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2	312000_4_N_AL_AL_E	---- Instruments de dette	25 262,5	127 946,8	-102 684,3	8 557,4	227 287,7	-218 730,3
3.1.2.1	312100_4_N_AL_AL_E	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	23 250,1	105 213,2	-81 963,1	6 008,8	172 875,1	-166 866,3
3.1.2.2	312200_4_N_AL_AL_E	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	1 511,2	15 219,3	-13 708,1	1 530,1	42 774,3	-41 244,2
3.1.2.3	312300_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	501,2	7 514,3	-7 013,1	1 018,5	11 638,3	-10 619,8
3.1.2.3.1	312310_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.2	312320_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.3	312330_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0	31200z_4_N_AL_AL_E	----- Titres de créance :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.1	31201z_4_N_AL_AL_E	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.2	31202z_4_N_AL_AL_E	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3	31203z_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.1	31213z_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.2	31223z_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.3	31233z_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2	320000_4_N_AL_AL_E	--- Investissements de portefeuille	35 467,9	536 083,7	-500 615,8	180 674,9	938 845,5	-758 170,6
3.2.1	321000_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation et parts de fonds de placement	2 072,9	7 339,7	-5 266,8	1 961,4	8 217,9	-6 256,5
3.2.1.1	321000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.3	321000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.2	321000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	1 200,0	225,0	975,0	50,0	0,0	50,0
3.2.1.4	321000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	872,9	7 114,7	-6 241,8	1 911,4	8 217,9	-6 306,5
3.2.1.4.1	321000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	-485,5	0,0	-485,5	251,0	0,0	251,0
3.2.1.4.2	321000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 358,4	7 114,7	-5 756,3	1 660,4	8 217,9	-6 557,5
3.2.1.0.1	321100_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.1	321110_4_N_AL_AL_E	----- Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.2	321120_4_N_AL_AL_E	----- Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2	321200_4_N_AL_AL_E	----- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.1	321200_4R_N_AL_AL_E	----- Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.2	32120z_4_N_AL_AL_E	----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	Libellé poste	2017			2018		
		Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde
3.2.2	322000_4_N_AL_AL_E	33 395,0	528 744,0	-495 349,0	178 713,5	930 627,6	-751 914,1
	----- Titres de créance						
3.2.2.1	322000_4_N_CB_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Banque centrale						
3.2.2.1.1	322000_4_N_CB_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- À court terme						
3.2.2.1.2	322000_4_N_CB_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- À long terme						
3.2.2.1.9	322000_4_N_MA_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Autorités monétaires (le cas échéant)						
3.2.1.1.9.1	322000_4_N_MA_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- À court terme						
3.2.1.1.9.2	322000_4_N_MA_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- À long terme						
3.2.2.2	322000_4_N_DT_AL_E	14 755,6	-8 359,0	23 114,6	161 351,0	60 706,0	100 645,0
	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale						
3.2.2.2.1	322000_4_N_DT_ST_E	19 530,0	-11 839,0	31 369,0	105 442,8	37 306,0	68 136,8
	----- À court terme						
3.2.2.2.2	322000_4_N_DT_LT_E	-4 774,4	3 480,0	-8 254,4	55 908,2	23 400,0	32 508,2
	----- À long terme						
3.2.2.3	322000_4_N_GG_AL_E	0,0	535 795,0	-535 795,0	0,0	865 103,0	-865 103,0
	----- Administrations publiques						
3.2.2.3.1	322000_4_N_GG_ST_E	0,0	-28 403,0	28 403,0	0,0	-45 197,0	45 197,0
	----- À court terme						
3.2.2.3.2	322000_4_N_GG_LT_E	0,0	564 198,0	-564 198,0	0,0	910 300,0	-910 300,0
	----- À long terme						
3.2.2.4	322000_4_N_OS_AL_E	18 639,4	1 308,0	17 331,4	17 362,5	4 818,6	12 543,9
	----- Autres secteurs						
3.2.2.4.0.1	322000_4_N_OS_ST_E	1 524,1	1 135,3	-388,8	1 237,2	1 033,8	203,4
	----- À court terme						
3.2.2.4.0.2	322000_4_N_OS_LT_E	17 115,3	172,7	16 942,6	16 125,3	3 784,8	12 340,5
	----- À long terme						
3.2.2.4.1	322000_4_N_FC_AL_E	17 421,9	682,7	16 739,2	16 447,3	735,8	15 711,5
	----- Autres sociétés financières						
3.2.2.4.1.1	322000_4_N_FC_ST_E	306,6	510,0	-203,4	322,0	521,5	-199,5
	----- À court terme						
3.2.2.4.1.2	322000_4_N_FC_LT_E	17 115,3	172,7	16 942,6	16 125,3	214,3	15 911,0
	----- À long terme						
3.2.2.4.2	322000_4_N_NC_AL_E	1 217,5	625,3	592,2	915,2	4 082,8	-3 167,6
	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM						
3.2.2.4.2.1	322000_4_N_NC_ST_E	1 217,5	625,3	592,2	915,2	512,3	402,9
	----- À court terme						
3.2.2.4.2.2	322000_4_N_NC_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	3 570,5	-3 570,5
	----- À long terme						
3.3	330000_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	--- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés						
3.3.1	330000_4_N_CB_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Banque centrale						
3.3.1.9	330000_4_N_MA_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Autorités monétaires (le cas échéant)						
3.3.2	330000_4_N_DT_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale						
3.3.3	330000_4_N_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Administrations publiques						
3.3.4	330000_4_N_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Autres secteurs						
3.3.4.1	330000_4_N_FC_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Autres sociétés financières						
3.3.4.2	330000_4_N_NC_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM						
3.3.0.1	331000_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Dérivés financiers (autres que réserves)						
3.3.0.1.1	331100_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Options						
3.3.0.1.2	331200_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Contrats à terme						
3.3.0.2	332000_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Options sur titres des employés						
3.4	340000_4_N_AL_AL_E	214 197,1	142 832,5	71 364,6	438 257,0	601 999,1	-163 742,1
	--- Autres investissements						
3.4.1	341000_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Autres titres de participation						
3.4.2	342000_4_N_AL_AL_E	-59 980,4	-49 662,4	-10 318,0	-35 366,0	-113 125,4	77 759,4
	----- Monnaie fiduciaire et dépôts						
3.4.2.1	342000_4_N_CB_AL_E	0,0	-7 096,2	7 096,2	0,0	6 295,6	-6 295,6
	----- Banque centrale						
3.4.2.1.1	342000_4_N_CB_ST_E	0,0	-7 096,2	7 096,2	0,0	6 295,6	-6 295,6
	----- À court terme						
3.4.2.1.2	342000_4_N_CB_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- À long terme						
3.4.2.1.9	342000_4_N_MA_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Autorités monétaires (le cas échéant)						
3.4.2.1.9.1	342000_4_N_MA_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- À court terme						
3.4.2.1.9.2	342000_4_N_MA_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- À long terme						
3.4.2.2	342000_4_N_DT_AL_E	-64 432,6	-42 566,2	-21 866,4	-36 270,0	-119 421,0	83 151,0
	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale						
3.4.2.2.0.1	34200z_4_N_DT_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- Dont: positions interbancaires						
3.4.2.2.1	342000_4_N_DT_ST_E	-64 432,6	-42 566,2	-21 866,4	-36 270,0	-119 421,0	83 151,0
	----- À court terme						
3.4.2.2.2	342000_4_N_DT_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- À long terme						
3.4.2.3	342000_4_N_GG_AL_E	2 115,3	0,0	2 115,3	2 300,4	0,0	2 300,4
	----- Administrations publiques						
3.4.2.3.1	342000_4_N_GG_ST_E	2 115,3	0,0	2 115,3	2 300,4	0,0	2 300,4
	----- À court terme						
3.4.2.3.2	342000_4_N_GG_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- À long terme						
3.4.2.4	342000_4_N_OS_AL_E	2 336,9	0,0	2 336,9	-1 396,4	0,0	-1 396,4
	----- Autres secteurs						
3.4.2.4.0.1	342000_4_N_OS_ST_E	2 336,9	0,0	2 336,9	-1 396,4	0,0	-1 396,4
	----- À court terme						
3.4.2.4.0.2	342000_4_N_OS_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- À long terme						
3.4.2.4.1	342000_4_N_FC_AL_E	-747,1	0,0	-747,1	512,3	0,0	512,3
	----- Autres sociétés financières						
3.4.2.4.1.1	342000_4_N_FC_ST_E	-747,1	0,0	-747,1	512,3	0,0	512,3
	----- À court terme						
3.4.2.4.1.2	342000_4_N_FC_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- À long terme						
3.4.2.4.2	342000_4_N_NC_AL_E	3 084,0	0,0	3 084,0	-1 908,7	0,0	-1 908,7
	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM						
3.4.2.4.2.1	342000_4_N_NC_ST_E	3 084,0	0,0	3 084,0	-1 908,7	0,0	-1 908,7
	----- À court terme						
3.4.2.4.2.2	342000_4_N_NC_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	----- À long terme						

Code SDMX	Libellé poste	2017			2018		
		Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde
3.4.3	343000_4_N_AL_AL_E	150 255,4	382 544,5	-232 289,1	162 618,3	532 685,0	-370 066,7
3.4.3.1	343000_4_N_CB_AL_E	0,0	-20 313,5	20 313,5	0,0	-15 845,3	15 845,3
3.4.3.1.1	34300z_4_N_CB_AL_E	0,0	-20 303,5	20 303,5	0,0	-15 845,3	15 845,3
3.4.3.1.2	343000_4_N_CB_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.3	343000_4_N_CB_LT_E	0,0	-10,0	10,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9	343000_4_N_MA_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.1	34300z_4_N_MA_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.2	343000_4_N_MA_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.3	343000_4_N_MA_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.2	343000_4_N_DT_AL_E	75 705,0	3 182,0	72 523,0	80 083,0	122 540,0	-42 457,0
3.4.3.2.1	343000_4_N_DT_ST_E	75 705,0	121,0	75 584,0	65 055,0	201 138,0	-136 083,0
3.4.3.2.2	343000_4_N_DT_LT_E	0,0	3 061,0	-3 061,0	15 028,0	-78 598,0	93 626,0
3.4.3.3	343000_4_N_GG_AL_E	0,0	326 448,7	-326 448,7	0,0	251 370,0	-251 370,0
3.4.3.3.1	34300z_4_N_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.2	343000_4_N_GG_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.3	343000_4_N_GG_LT_E	0,0	326 448,7	-326 448,7	0,0	251 370,0	-251 370,0
3.4.3.4	343000_4_N_OS_AL_E	74 550,4	73 227,3	1 323,1	82 535,3	174 620,3	-92 085,0
3.4.3.4.0.1	343000_4_N_OS_ST_E	2 300,1	3 425,0	-1 124,9	1 103,3	-213,0	1 316,3
3.4.3.4.0.2	343000_4_N_OS_LT_E	72 250,3	69 802,3	2 448,0	81 432,0	174 833,3	-93 401,3
3.4.3.4.1	343000_4_N_FC_AL_E	73 120,4	6 139,0	66 981,4	22 290,6	-352,0	22 642,6
3.4.3.4.1.1	343000_4_N_FC_ST_E	1 095,1	1 457,0	-361,9	971,3	-133,0	1 104,3
3.4.3.4.1.2	343000_4_N_FC_LT_E	72 025,3	4 682,0	67 343,3	21 319,3	-219,0	21 538,3
3.4.3.4.2	343000_4_N_NC_AL_E	1 430,0	67 088,3	-65 658,3	60 244,7	174 972,3	-114 727,6
3.4.3.4.2.1	343000_4_N_NC_ST_E	1 205,0	1 968,0	-763,0	132,0	-80,0	212,0
3.4.3.4.2.2	343000_4_N_NC_LT_E	225,0	65 120,3	-64 895,3	60 112,7	175 052,3	-114 939,6
3.4.4	344000_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1	344000_4_N_CB_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1.9	344000_4_N_MA_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.2	344000_4_N_DT_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.3	344000_4_N_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4	344000_4_N_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.1	344000_4_N_FC_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.2	344000_4_N_NC_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.1	344100_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.2	344200_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.3	344300_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.4	344400_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.5	344500_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.6	344600_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5	345000_4_N_AL_AL_E	46 575,7	-335 542,7	382 118,4	235 734,2	173 769,0	61 965,2
3.4.5.1	345000_4_N_CB_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.1	345000_4_N_CB_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.2	345000_4_N_CB_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9	345000_4_N_MA_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.1	345000_4_N_MA_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.2	345000_4_N_MA_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2	345000_4_N_DT_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.1	345000_4_N_DT_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.2	345000_4_N_DT_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3	345000_4_N_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.1	345000_4_N_GG_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.2	345000_4_N_GG_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4	345000_4_N_OS_AL_E	46 575,7	-335 542,7	382 118,4	235 734,2	173 769,0	61 965,2
3.4.5.4.0.1	345000_4_N_OS_ST_E	168 621,0	-89 000,7	257 621,7	116 521,0	180 231,0	-63 710,0
3.4.5.4.0.2	345000_4_N_OS_LT_E	-122 045,3	-246 542,0	124 496,7	119 213,2	-6 462,0	125 675,2
3.4.5.4.1	345000_4_N_FC_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.1.1	345000_4_N_FC_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.1.2	345000_4_N_FC_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.2	345000_4_N_NC_AL_E	46 575,7	-335 542,7	382 118,4	235 734,2	173 769,0	61 965,2
3.4.5.4.2.1	345000_4_N_NC_ST_E	168 621,0	-89 000,7	257 621,7	116 521,0	180 231,0	-63 710,0
3.4.5.4.2.2	345000_4_N_NC_LT_E	-122 045,3	-246 542,0	124 496,7	119 213,2	-6 462,0	125 675,2

Code SDMx	Libellé poste	2017			2018		
		Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde
3.4.6	346000_4_N_AL_AL_E	77 346,4	145 493,1	-68 146,7	75 270,5	8 670,5	66 600,0
3.4.6.1	346000_4_N_CB_AL_E	0,0	49 124,0	-49 124,0	0,0	9 993,9	-9 993,9
3.4.6.1.1	346000_4_N_CB_ST_E	0,0	49 124,0	-49 124,0	0,0	9 993,9	-9 993,9
3.4.6.1.2	346000_4_N_CB_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9	346000_4_N_MA_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.1	346000_4_N_MA_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.2	346000_4_N_MA_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.2	346000_4_N_DT_AL_E	-144,0	5,0	-149,0	5 363,0	1 708,0	3 655,0
3.4.6.2.1	346000_4_N_DT_ST_E	-144,0	5,0	-149,0	5 363,0	1 708,0	3 655,0
3.4.6.2.2	346000_4_N_DT_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3	346000_4_N_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.1	346000_4_N_GG_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.2	346000_4_N_GG_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4	346000_4_N_OS_AL_E	77 490,4	96 364,1	-18 873,7	69 907,5	-3 031,4	72 938,9
3.4.6.4.0.1	346000_4_N_OS_ST_E	47 321,9	116 862,0	-69 540,1	23 861,2	-8 183,7	32 044,9
3.4.6.4.0.2	346000_4_N_OS_LT_E	30 168,5	-20 497,9	50 666,4	46 046,3	5 152,3	40 894,0
3.4.6.4.1	346000_4_N_FC_AL_E	217,5	415,0	-197,5	858,0	514,0	344,0
3.4.6.4.1.1	346000_4_N_FC_ST_E	17,5	415,0	-397,5	25,0	514,0	-489,0
3.4.6.4.1.2	346000_4_N_FC_LT_E	200,0	0,0	200,0	833,0	0,0	833,0
3.4.6.4.2	346000_4_N_NC_AL_E	77 272,9	95 949,1	-18 676,2	69 049,5	-3 545,4	72 594,9
3.4.6.4.2.1	346000_4_N_NC_ST_E	47 304,4	116 447,0	-69 142,6	23 836,2	-8 697,7	32 533,9
3.4.6.4.2.2	346000_4_N_NC_LT_E	29 968,5	-20 497,9	50 466,4	45 213,3	5 152,3	40 061,0
3.4.7	347000_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5	350000_4_N_AL_AL_E	63 761,9	0,0	63 761,9	382 558,0	0,0	382 558,0
3.5.1	351000_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.1.1	351100_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.1.2	351200_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.2	352000_4_N_AL_AL_E	-20 621,1	0,0	-20 621,1	-10 296,5	0,0	-10 296,5
3.5.3	353000_4_N_AL_AL_E	-19 230,5	0,0	-19 230,5	17 524,4	0,0	17 524,4
3.5.4	354000_4_N_AL_AL_E	103 613,5	0,0	103 613,5	375 330,1	0,0	375 330,1
3.5.4.1	354100_4_N_AL_AL_E	103 613,5	0,0	103 613,5	375 330,1	0,0	375 330,1
3.5.4.1.1	354110_4_N_AL_AL_E	-1 093,5	0,0	-1 093,5	469,5	0,0	469,5
3.5.4.1.2	354120_4_N_AL_AL_E	104 707,0	0,0	104 707,0	374 860,6	0,0	374 860,6
3.5.4.2	354200_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1	354210_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.1	354210_4_N_AL_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.2	354210_4_N_AL_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.2	354220_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.3	354300_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.4	354400_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	400000_5_N_AL_AL_E	-4 161 836,7	-4 166 129,1	4 292,4	-3 932 024,6	-3 936 777,1	4 752,5

Position Extérieure Globale
Fréquence : Annuelle
Année : au 31 décembre 2018

Code SDMX	Libellé poste	31-déc-17	31-déc-18	31-déc-17	31-déc-18
		AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks début de période	ENG - Stocks fin de période
300000_4_N_AL_AL_E	Position extérieure global nette	3 851 068,3	4 876 217,8	9 552 122,2	11 519 211,4
310000_4_N_AL_AL_E	.-.- Investissement direct	409 612,6	432 367,8	2 195 828,4	2 619 013,5
311000_4_N_AL_AL_E	.-.-.- Titres de participation et parts de fonds de placement	369 485,4	383 683,2	1 759 808,7	1 955 706,1
311100_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	369 485,4	383 683,2	1 759 808,7	1 955 706,1
311110_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	342 497,7	351 978,7	1 744 766,7	1 938 356,6
311120_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	8 001,4	9 216,7	3 528,0	4 333,2
311130_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.- Entre entreprises soeurs	18 986,3	22 487,8	11 514,0	13 016,3
311131_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0
311132_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0
311133_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0
312000_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.- Instruments de dette	40 127,2	48 684,6	436 019,7	663 307,4
312100_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	26 834,6	32 843,4	365 576,8	538 451,9
312200_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	2 833,2	4 363,3	53 313,3	96 087,6
312300_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.- Entre entreprises soeurs	10 459,4	11 477,9	17 129,6	28 767,9
312310_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0
312320_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0
312330_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0
31200z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Titres de créance :	0,0	0,0	0,0	0,0
31201z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0	0,0
31202z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0
31203z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.- Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0	0,0
31213z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0
31223z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0
31233z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0
320000_4_N_AL_AL_E	.-.- Investissements de portefeuille	875 577,5	1 056 252,4	2 079 126,9	3 017 972,4
321000_4_N_AL_AL_E	.-.-.- Titres de participation et parts de fonds de placement	26 716,5	28 677,9	69 565,1	77 783,0
321000_4_N_CB_AL_E	.-.-.-.- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_GG_AL_E	.-.-.-.- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_DT_AL_E	.-.-.-.-.- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	18 573,0	18 623,0	16 474,2	16 474,2
321000_4_N_OS_AL_E	.-.-.-.-.-.- Autres secteurs	8 143,5	10 054,9	53 090,9	61 308,8
321000_4_N_FC_AL_E	.-.-.-.-.-.-.- Autres sociétés financières	2 704,5	2 955,5	6 546,5	6 546,5
321000_4_N_NC_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	5 439,0	7 099,4	46 544,4	54 762,3
321100_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0
321110_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0
321120_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0
321200_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0
32120z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Titres de créance	848 861,0	1 027 574,5	2 009 561,8	2 940 189,4
322000_4_N_CB_AL_E	.-.-.-.-.-.- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_ST_E	.-.-.-.-.-.-.- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_LT_E	.-.-.-.-.-.-.-.- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_ST_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_LT_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_DT_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	752 463,0	913 814,0	161 749,0	222 455,0
322000_4_N_DT_ST_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- À court terme	227 754,0	333 196,8	115 496,0	152 802,0
322000_4_N_DT_LT_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- À long terme	524 709,0	580 617,2	46 253,0	69 653,0
322000_4_N_GG_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- Administrations publiques	0,0	0,0	1 699 952,6	2 565 055,6
322000_4_N_GG_ST_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- À court terme	0,0	0,0	47 775,6	2 578,6
322000_4_N_GG_LT_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- À long terme	0,0	0,0	1 652 177,0	2 562 477,0
322000_4_N_OS_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- Autres secteurs	96 398,0	113 760,5	147 860,2	152 678,8
322000_4_N_OS_ST_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- À court terme	49 708,0	50 945,2	38 333,6	39 367,4
322000_4_N_OS_LT_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- À long terme	46 690,0	62 815,3	109 526,6	113 311,4
322000_4_N_FC_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- Autres sociétés financières	19 729,0	36 176,3	3 685,9	4 421,7
322000_4_N_FC_ST_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- À court terme	2 506,0	2 828,0	2 710,3	3 231,8
322000_4_N_FC_LT_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- À long terme	17 223,0	33 348,3	975,6	1 189,9
322000_4_N_NC_AL_E	.- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	76 669,0	77 584,2	144 174,3	148 257,1
322000_4_N_NC_ST_E	.- À court terme	47 202,0	48 117,2	35 623,3	36 135,6
322000_4_N_NC_LT_E	.- À long terme	29 467,0	29 467,0	108 551,0	112 121,5
330000_4_N_AL_AL_E	.-.- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_CB_AL_E	.-.-.- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_MA_AL_E	.-.-.-.- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_DT_AL_E	.-.-.-.-.- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_GG_AL_E	.-.-.-.-.- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_OS_AL_E	.-.-.-.-.-.- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_FC_AL_E	.-.-.-.-.-.-.- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_NC_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0
331000_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.- Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0
331100_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- Options	0,0	0,0	0,0	0,0
331200_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- Contrats à terme	0,0	0,0	0,0	0,0
332000_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.- Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	Libellé poste	31-déc-17	31-déc-18	31-déc-17	31-déc-18
		AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks début de période	ENG - Stocks fin de période
340000_4_N_AL_AL_E	- - Autres investissements	1 531 478,1	1 969 735,1	5 277 166,9	5 882 225,2
341000_4_N_AL_AL_E	. - - - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_AL_AL_E	. - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	410 955,0	375 589,0	556 919,6	443 794,2
342000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	6 394,1	12 689,7
342000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	6 394,1	12 689,7
342000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	330 644,0	294 374,0	550 525,5	431 104,5
34200z_4_N_DT_AL_E	. - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_ST_E	. - - - - À court terme	330 644,0	294 374,0	550 525,5	431 104,5
342000_4_N_DT_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	16 671,0	18 971,4	0,0	0,0
342000_4_N_GG_ST_E	. - - - - À court terme	16 671,0	18 971,4	0,0	0,0
342000_4_N_GG_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	63 640,0	62 243,6	0,0	0,0
342000_4_N_OS_ST_E	. - - - - À court terme	18 111,0	16 714,6	0,0	0,0
342000_4_N_OS_LT_E	. - - - - À long terme	45 529,0	45 529,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	34 827,0	35 339,3	0,0	0,0
342000_4_N_FC_ST_E	. - - - - À court terme	10 490,0	11 002,3	0,0	0,0
342000_4_N_FC_LT_E	. - - - - À long terme	24 337,0	24 337,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	28 813,0	26 904,3	0,0	0,0
342000_4_N_NC_ST_E	. - - - - À court terme	7 621,0	5 712,3	0,0	0,0
342000_4_N_NC_LT_E	. - - - - À long terme	21 192,0	21 192,0	0,0	0,0
343000_4_N_AL_AL_E	. - - - Prêts	326 572,3	489 190,6	3 849 873,0	4 382 898,9
343000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	38 560,3	23 055,9
34300z_4_N_CB_AL_E	. - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	34 028,3	18 523,9
343000_4_N_CB_ST_E	. - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_CB_LT_E	. - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	4 532,0	4 532,0
343000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
34300z_4_N_MA_AL_E	. - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_ST_E	. - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_LT_E	. - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	177 722,7	257 805,7	132 201,0	254 741,0
343000_4_N_DT_ST_E	. - - - - À court terme	153 638,0	218 693,0	2 166,0	203 304,0
343000_4_N_DT_LT_E	. - - - - À long terme	24 084,7	39 112,7	130 035,0	51 437,0
343000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	3 040 181,9	3 291 551,9
34300z_4_N_GG_AL_E	. - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_ST_E	. - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_LT_E	. - - - - Autres à long terme	0,0	0,0	3 040 181,9	3 291 551,9
343000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	148 849,6	231 384,9	638 929,8	813 550,1
343000_4_N_OS_ST_E	. - - - - À court terme	54 004,8	55 108,1	79 427,0	79 214,0
343000_4_N_OS_LT_E	. - - - - À long terme	94 844,8	176 276,8	559 502,8	734 336,1
343000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	86 014,0	108 304,6	11 851,0	11 499,0
343000_4_N_FC_ST_E	. - - - - À court terme	1 607,0	2 578,3	1 609,0	1 476,0
343000_4_N_FC_LT_E	. - - - - À long terme	84 407,0	105 726,3	10 242,0	10 023,0
343000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	62 835,6	123 080,3	627 078,8	802 051,1
343000_4_N_NC_ST_E	. - - - - À court terme	52 397,8	52 529,8	77 818,0	77 738,0
343000_4_N_NC_LT_E	. - - - - À long terme	10 437,8	70 550,5	549 260,8	724 313,1
344000_4_N_AL_AL_E	. - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	603,0	603,0	0,0	0,0
344000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	603,0	603,0	0,0	0,0
344000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	603,0	603,0	0,0	0,0
344000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0
344100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0	0,0
344200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0	0,0
344300_4_N_AL_AL_E	. - - - - Droits à pension	0,0	0,0	0,0	0,0
344400_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0	0,0
344500_4_N_AL_AL_E	. - - - - Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0	0,0
344600_4_N_AL_AL_E	. - - - - Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_AL_AL_E	. - - - Crédits commerciaux et avances	695 239,2	930 973,4	297 526,0	471 295,0
345000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	695 239,2	930 973,4	297 526,0	471 295,0
345000_4_N_OS_ST_E	. - - - - À court terme	385 139,5	501 660,5	121 125,0	301 356,0
345000_4_N_OS_LT_E	. - - - - À long terme	310 099,7	429 312,9	176 401,0	169 939,0
345000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	1 547,0	1 547,0	1 272,0	1 272,0
345000_4_N_FC_ST_E	. - - - - À court terme	49,0	49,0	0,0	0,0
345000_4_N_FC_LT_E	. - - - - À long terme	1 498,0	1 498,0	1 272,0	1 272,0
345000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	693 692,2	929 426,4	296 254,0	470 023,0
345000_4_N_NC_ST_E	. - - - - À court terme	385 090,5	501 611,5	121 125,0	301 356,0
345000_4_N_NC_LT_E	. - - - - À long terme	308 601,7	427 814,9	175 129,0	168 667,0

Code SDMX	Libellé poste	31-déc-17	31-déc-18	31-déc-17	31-déc-18
		AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks début de période	ENG - Stocks fin de période
346000_4_N_AL_AL_E	---- Autres comptes à recevoir/ à payer	98 108,6	173 379,1	452 269,6	460 940,1
346000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	74 855,7	84 849,6
346000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	74 855,7	84 849,6
346000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	590,4	5 953,4	1 203,5	2 911,5
346000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	590,4	5 953,4	1 203,5	2 911,5
346000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	1 051,0	1 051,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_ST_E	----- À court terme	1 051,0	1 051,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	96 467,2	166 374,7	376 210,4	373 179,0
346000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	55 219,2	79 080,4	277 396,4	269 212,7
346000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	41 248,0	87 294,3	98 814,0	103 966,3
346000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	2 610,0	3 468,0	1 289,0	1 803,0
346000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	1 152,0	1 177,0	472,0	986,0
346000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	1 458,0	2 291,0	817,0	817,0
346000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBSLM	93 857,2	162 906,7	374 921,4	371 376,0
346000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	54 067,2	77 903,4	276 924,4	268 226,7
346000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	39 790,0	85 003,3	97 997,0	103 149,3
347000_4_N_AL_AL_E	---- Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	120 578,7	123 297,0
350000_4_N_AL_AL_E	--- Avoirs de réserve	1 034 400,1	1 417 862,5	0,0	0,0
351000_4_N_AL_AL_E	---- Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0
351100_4_N_AL_AL_E	----- Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0
351200_4_N_AL_AL_E	----- Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0	0,0
352000_4_N_AL_AL_E	---- Droits de tirage spéciaux	13 167,2	2 935,5	0,0	0,0
353000_4_N_AL_AL_E	---- Position de réserve au FMI	20 626,9	38 990,9	0,0	0,0
354000_4_N_AL_AL_E	---- Autres avoirs de réserve	1 000 606,0	1 375 936,1	0,0	0,0
354100_4_N_AL_AL_E	----- Monnaie fiduciaire et dépôts	1 000 606,0	1 375 936,1	0,0	0,0
354110_4_N_AL_AL_E	----- Créances sur les autorités monétaires	1 481,9	1 951,4	0,0	0,0
354120_4_N_AL_AL_E	----- Créances sur d'autres entités	999 124,1	1 373 984,7	0,0	0,0



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int